

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES LOTERIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 10 Juin 1901, à 8 heures 1/2

PAR

Adrien THIROUIN

Président : M. GARÇON

*Suffragants : { MM. ESMEIN
GIDE } professeurs.*

P A R I S

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

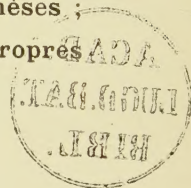
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES LOTERIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 10 Juin 1901, à 8 heures 1/2



PAR

Adrien THIROUIN

Président : M. GARÇON

Suffragants : { MM. ESMEIN } professeurs.
GIDE }

P A R I S

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES LOTERIES

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE.

La loterie est une espèce de jeu, où les participants courent la chance, moyennant un sacrifice pécuniaire qu'ils acceptent, ou de perdre leur mise, ou d'obtenir par la voie du sort des lots plus ou moins considérables, consistant en immeubles ou en choses mobilières. On fait rentrer encore sous le terme de loterie, des opérations comme celles auxquelles se prêtent les valeurs à lots, dans lesquelles le joueur est certain de ne pas perdre sa mise, mais court simplement la chance de se voir attribuer par le sort une certaine somme d'argent.

Sans rechercher, si comme on l'a prétendu, les loteries existaient déjà chez les Hébreux et chez les

Égyptiens, nous les trouvons organisées à Rome. Dans les banquets qui avaient lieu à l'occasion des Saturnales, on avait pris l'habitude de distribuer à chaque convive des billets qui servaient à tirer au sort les dons de la munificence consulaire.

Sous l'Empire, les loteries devinrent un des amusements du prince. Suétone nous apprend que ce fut Auguste qui introduisit l'usage dans ses festins de tirer au sort des objets de prix inégal.

L'empereur Héliogabale imagina les lots plaisants. C'est ainsi qu'à côté de lots composés de six esclaves, six livres d'or, on pouvait gagner six mouches, six livres de sable.

Après les empereurs romains, les loteries disparaissent, et il faut arriver au ^{xv}^e siècle pour les retrouver. Ce fut en Italie, particulièrement à Venise et à Gênes, qu'elles reparurent sous le nom de blanques. Les marchands s'en servaient alors pour écouler les objets qui, à cause de leur trop grande valeur, auraient trouvé difficilement des acquéreurs.

D'Italie, les loteries passèrent en France, à la suite des guerres entreprises par François I^{er}. « Nul pays
« n'était alors plus fatal au nôtre que l'Italie. Nous y
« perdîmes Gaston de Foix, l'épée de François I^{er}, le
« chevalier Bayard, nous en tirâmes la Loterie (1). »
Bientôt les Pays-Bas, la Hollande, la Suisse établirent

(1) Charrié, *Mémoire sur les Loteries* (Duvergier, année 1836).

des loteries : François II se détermina à suivre leur exemple.

En 1539, le roi de France autorisa, par l'édit de Châteaurenard, un nommé Jean Laurent à établir une loterie, à charge par celui-ci de payer au trésor royal la somme de deux mille livres. Le motif donné pour expliquer cette autorisation mérite d'être signalé : le roi voulait donner un dérivatif aux bons bourgeois qui consommaient dans des jeux plus ou moins honnêtes le plus clair de leurs biens. Mais ce qui préoccupait surtout le roi, c'était moins l'intérêt de ses sujets, que le bénéfice qu'en pourrait tirer l'État.

Le Parlement résista de bonne heure à l'établissement de cette espèce d'impôt fondé sur la cupidité publique, et par divers arrêts, il se montra fermement résolu à interdire les loteries. Toutefois en 1656, un Italien du nom de Tonti, put obtenir des lettres patentes, l'autorisant à en organiser une, dont le produit devait servir à faire les frais de la reconstruction du Pont Royal. Enfin, à l'occasion du mariage de Louis XIV on ouvrit une loterie que suivirent de nombreuses loteries particulières.

Le Parlement intervint de nouveau, et déclara que la loterie qu'il avait autorisée, était destinée à célébrer un heureux événement et qu'il ne s'était départi nullement de son ancienne rigueur. Cette déclaration n'empêcha pas cependant quelques loteries de se créer.

Mais si Louis XIV, lorsqu'il présidait ces jeux, était capable non seulement d'empêcher les tours d'adresse, mais même d'en concevoir la pensée, il faut croire que quand le grand roi était absent, les organisateurs ne se faisaient pas faute de diriger les pas de l'aveugle sort. Nous lisons, en effet, dans le *Mercur*e *galant* (mai 1681). « Les deux loteries du roi avaient servi
« tout l'hiver d'un si agréable divertissement qu'on
« en eût fait plusieurs autres, si M. de La Reynie n'y
« eût donné ordre en les défendant. Ce sage et vigi-
« lant magistrat que le bien public occupe sans cesse,
« n'a pu s'assurer contre les abus qu'on y peut com-
« mettre, et comme la bonne foi n'est pas exacte
« partout, il a cru devoir priver les uns d'un plaisir,
« afin d'épargner aux autres le danger d'être trom-
« pés ».

La pénurie des finances publiques devait bientôt faire abandonner l'ordonnance du préfet de police La Reynie. Dès le commencement du XVIII^e siècle on autorise des loteries au profit d'œuvres qui se rattachent plus ou moins indirectement à l'Etat. C'est ainsi qu'apparaissent successivement la loterie générale des œuvres pies, la loterie de piété, celle des enfants trouvés et celle de l'école militaire.

Cette dernière mérite qu'on s'y arrête un instant parce que c'est son organisation qui a servi de modèle à la loterie royale qui devait bientôt être créée. Casanova, le célèbre aventurier, raconte dans ses mémoires,

qu'arrivant en France il apprit que le contrôleur général de Boullogne cherchait à organiser une loterie, dont les bénéfices devaient être affectés à la création d'une école militaire. Il présenta un projet qui séduisit le contrôleur général. Ce projet présentait la particularité suivante : au lieu que comme dans les loteries qui avaient existé jusqu'alors le nombre des numéros n'était pas limité, dans ce nouveau système, au contraire, il ne pouvait y avoir que quatre-vingt-dix numéros dont cinq seulement étaient primés. Quant aux lots ils étaient complètement indépendants du chiffre total des mises. En somme le jeu se réduisait à un pari sur tel ou tel numéro. Les joueurs pouvaient adopter plusieurs combinaisons que nous examinerons plus loin.

Mais ce que ce système pouvait présenter de défectueux, c'est que les bénéfices de l'organisateur n'étaient pas certains du tout. En effet la quotité des lots variant suivant les combinaisons et la valeur des mises, il pouvait arriver que les sommes que la loterie devait payer aux gagnants fussent supérieures au montant des mises perdues. Quoi qu'il en soit, cette hypothèse ne se présenta pas et la loterie de l'Ecole militaire donna de brillants résultats.

Avant d'étudier la loterie royale, qui devait subsister jusqu'en 1832, nous allons examiner deux variétés de loteries employées par l'ancien régime dans l'administration des finances publiques; nous voulons

parler des emprunts-loteries et des loteries de remboursement.

Les emprunts-loteries firent leur apparition au commencement du XVIII^e siècle. Pour faire face aux charges toujours croissantes des guerres que la France avait à soutenir, le contrôleur général de Chamillard imagina d'organiser des loteries dont les lots consistaient en des contrats de rentes viagères.

« Sa Majesté désirait procurer à ses sujets un
« moyen agréable et commode de se faire un revenu,
« en donnant au hasard des sommes si légères qu'elles
« ne pussent leur causer aucune incommodité ». —
Cependant quoique les étrangers et les femmes non autorisées de leur mari pussent souscrire, il paraît que les résultats obtenus furent des plus médiocres. Tel fut le premier emprunt-loterie : loterie vis-à-vis du public, qui contre une mise relativement faible (le prix du billet était de deux louis d'or) pouvait acquérir une rente viagère importante; emprunt vis-à-vis de l'Etat qui contre un capital qu'il recevait, s'engageait à payer des rentes viagères.

En 1743, la guerre imposant de nouveau au trésor public les plus lourds sacrifices, on eut encore recours à ce procédé; mais pour attirer le public, on modifia la combinaison. Outre les lots que les porteurs de billets pouvaient espérer gagner, les perdants avaient droit à une rente de 5 0/0.

Plusieurs autres emprunts-loteries suivirent ce-

lui-ci. Parmi eux, il faut signaler d'abord celui qui fut réalisé par Machault d'Arnouville en 1747, parce que nous pouvons y voir l'origine de nos emprunts à lots modernes. Dans cette combinaison, les sommes versées par les souscripteurs devaient leur être remboursées dans un certain délai, avec une prime calculée au taux de 4 $\%$. De plus, les billets donnaient droit à des tirages dans lesquels on pouvait gagner des primes ou des lots, bénéfices qui se distinguaient par cette circonstance que les lots entraînaient l'amortissement du billet, tandis qu'en cas de prime, le billet était remis dans la roue et continuait à participer aux tirages. Enfin, chaque billet était muni de dix coupons de vingt livres chacun. L'actionnaire le moins favorisé pouvait ainsi jouir d'un revenu dont le taux était de 6 $\%$, jusqu'à ce qu'il rentre dans son capital. Le prix du billet était de cinq cents livres.

Le dernier emprunt-loterie de l'ancien régime fut émis en 1788. Chaque souscripteur avait droit : à une reconnaissance au porteur, qui lui permettait de toucher des intérêts, et à des billets de « chance », qui le faisaient participer à des tirages de lots.

Cet emprunt-loterie faisait partie de tout ce plan d'emprunts successifs au moyen desquels la monarchie agonisante devait essayer de relever ses finances. Le Parlement refusa d'enregistrer l'édit qui l'établissait. Le roi fut obligé de l'y contraindre par un lit de justice. Le Parlement dut obéir, mais il employa

la ressource ordinaire en pareil cas en déclarant après le départ du roi, qu'il n'entendait nullement s'associer à cette mesure dont l'enregistrement lui avait été imposé. L'emprunt éclos dans de telles circonstances ne pouvait avoir aucun succès. Du reste la convocation des États généraux arrêta la combinaison.

Les emprunts-loteries avaient en général si bien réussi que le gouvernement révolutionnaire essaya d'y recourir. Une loi du 16 nivose an IV autorisa l'ouverture d'un emprunt de 80 millions dont le produit devait servir à opérer une descente en Angleterre. Ce projet qui souleva d'abord un grand enthousiasme fut bientôt abandonné devant le peu d'empressement du public.

On voit par cet historique rapide, ce mode de recourir au crédit public, évoluer peu à peu vers les emprunts à lots, tels que nous les pratiquons aujourd'hui. Que restait-il à faire en 1789 pour arriver à ce résultat ? Il suffisait simplement de réunir en un même titre la reconnaissance au porteur et les billets de chance de l'emprunt de 1788. C'est ce qui s'opéra sous la Restauration.

Les loteries de remboursement ont fait leur apparition quelques années après le premier emprunt-loterie. Ce fut en 1717 qu'on employa cette nouvelle application de la loterie ; mais elle dura peu de temps, puisque les loteries de remboursement furent supprimées en 1750. — La déclaration du 21 août 1717

établissait une loterie à vingt-cinq sols le billet dont le produit était destiné à l'extinction des billets de l'État. Le mécanisme établi était le suivant : Les porteurs de billets favorisés par le sort rapportaient des billets d'État pour une somme égale au lot qu'ils avaient gagné. Ils recevaient le remboursement de leurs billets et en plus une rente viagère égale à l'intérêt des billets remboursés. Il devait y avoir un tirage chaque mois.

Quelques années plus tard, le système reçut une modification. Au lieu d'une seule loterie, il y en eut deux : 1^o une loterie ordinaire qui se tirait tous les mois et dont les lots consistaient en des sommes d'argent ; 2^o puis une loterie de remboursement proprement dite formée avec les bénéfices de la première et dont les tirages avaient lieu chaque trimestre.

Mais la loterie de remboursement ne dura pas longtemps. Bientôt l'État éprouva plutôt le besoin d'emprunter que celui de rembourser. Un arrêt du conseil de 1750 la supprima.

Après avoir étudié ces deux applications particulières des loteries, revenons à la loterie ordinaire qui devint bientôt un monopole de l'État et qui fonctionna ainsi jusqu'en 1832. Un arrêt du conseil en date du 30 juin 1776, rendu sur la proposition du contrôleur général Clugny, en même temps qu'il interdisait les loteries particulières, établissait la loterie d'État. Le gouvernement avait procédé ainsi par simple arrêt

du conseil sous ce prétexte que les mises à la loterie étaient volontaires, et que l'approbation du Parlement n'était nécessaire que pour les véritables impôts, c'est-à-dire ceux dont le paiement est obligatoire.

Le préambule de cet arrêt mérite d'être signalé. « Il convient, disait-il, d'arrêter l'exportation de l'argent qui va se placer à l'étranger dans des loteries plus séduisantes que les nôtres. Pour remédier à cet état de chose, il faut que le roi procure à ses sujets une nouvelle loterie, dont les différentes combinaisons, en leur présentant les hasards qu'ils veulent chercher, soient capables de satisfaire et de fixer leurs goûts ».

Puis, arrivant aux loteries particulières qu'il supprime pour assurer à l'Etat un bénéfice satisfaisant, l'édit s'exprime ainsi : « Comme enfin la multiplicité des loteries porte un préjudice notable aux unes et aux autres et occasionne en pure perte des frais considérables, on ne maintiendra que la loterie de piété et celle des enfants trouvés. » En d'autres termes, le gouvernement expliquait la suppression des loteries particulières par l'intérêt même de ces loteries.

Le système adopté était celui que nous avons examiné à propos de l'organisation de la loterie de l'École militaire. Les numéros étaient au nombre de 90 dont cinq seulement devaient gagner. Diverses com-

binaisons, au nombre de sept, s'offraient aux joueurs. Ils pouvaient mettre leurs mises :

1^o Sur un numéro déterminé (*Extrait simple*).

2^o Sur un numéro dont l'ordre de sortie était déterminé (*Extrait déterminé*).

3^o Sur une suite de deux numéros (*Ambe*).

4^o Sur une suite de deux numéros dont l'ordre de sortie était déterminé (*Ambe déterminé*).

5^o Sur une suite de 3 numéros dont l'ordre de sortie était déterminé (*Terne*).

6^o Sur quatre numéros dont l'ordre était déterminé (*Quaterne*.)

7^o Sur cinq numéros dont l'ordre était déterminé (*Quine*).

Le montant des lots variait entre quinze fois la mise pour un extrait simple et un million de fois pour le quine. De plus pour que l'administration de la loterie ne fût pas ruinée par le paiement de trop gros lots, on avait limité le montant des mises. La mise permise variait entre dix mille livres pour un extrait simple et 3 livres pour un quine.

L'administration de la loterie était placée sous la direction du contrôleur général des finances et comprenait un intendant et douze administrateurs assujettis à cautionnement. Il devait être créé un fonds de réserve de un million destiné au paiement des lots.

La loterie d'Etat subsista ainsi jusqu'à la Révolution. Le décret du 28 vendémiaire an II, qui interdisait

les loteries particulières, maintint la loterie d'Etat. Mais celle-ci à son tour ne tarda pas à disparaître. Sur la demande du conseil général de Paris, fut rendu le décret du 25 brumaire an II qui supprimait toutes les loteries de quelque nature qu'elles soient. C'en était fait « d'un fléau inventé par le despotisme, pour faire « taire le peuple sur sa misère en le leurrant d'une « espérance qui aggravait sa calamité. »

Les loteries supprimées par le législateur ne disparurent pas pour cela. Les citoyens cherchèrent dans des opérations clandestines les joies et les espérances que l'Etat ne voulait plus leur donner. De nombreux bureaux de loteries s'ouvrirent. Il y en eut, paraît-il, jusqu'à deux mille à Paris. « A l'hôtel de Beauvais, « rue St-Antoine, les loteries de la petite semaine se « tiraient tous les deux jours; une dame y perdit « 450,000 francs, prix d'un château qu'elle avait vendu « pour suivre ses mises (1). »

Les loteries étrangères héritèrent d'une bonne partie de la clientèle de la Loterie française. Leurs courriers parcouraient impunément nos routes malgré la surveillance de la police. Il est vrai que l'immensité de leurs profits fournissait à ces loteries le moyen de gagner ceux qui étaient chargés de les surveiller.

Le danger de laisser l'argent français passer à l'étranger et l'obligation de combler le déficit des

finances publiques firent revenir à la loterie d'Etat. Ce fut l'œuvre de la loi du 9 vendémiaire an VI. Voici comment s'exprimait le rapporteur de la loi au conseil des Cinq-Cents : « De tous les genres de contributions, « il n'en est point qui ait moins de censeurs dans la « masse du peuple et plus de partisans qu'une loterie « nationale. On est atteint, bon gré mal gré, par les « autres impôts. Il est libre à chacun de ne pas con- « tribuer à celui-ci. »

Quant aux loteries particulières, elles demeurèrent interdites, et les organisateurs étaient frappés de peines correctionnelles par la loi du 9 vendémiaire an VI, par celle du 3 frimaire an VI et enfin par l'art. 440 du Code pénal. La loterie nationale fonctionna jusqu'en 1832, mais déjà une loi de 1827 avait supprimé les bureaux de la loterie dans un certain nombre de départements.

Depuis longtemps la partie éclairée de la nation avait condamné la loterie comme moyen de finance. Sans doute, à première vue, elle paraissait très équitable, puisque parmi tous les moyens divers de fournir à la dépense du fisc, elle présentait, seule, ce rare avantage d'être un genre de contribution volontaire, auquel chacun pouvait à son gré se soumettre ou se soustraire. De plus la plupart de ceux qui s'y intéressaient, n'y sacrifiaient que de petites sommes, dont la perte ne pouvait leur causer aucun préjudice,

et, moyennant ce léger sacrifice, il pouvait leur arriver de gagner une grosse somme.

Mais il ne faut pas que ces avantages plus apparents que réels, ne nous fassent illusion sur le véritable caractère de la loterie. Pascal avait déjà dit que plus on possède de billets, plus on a de chances contre soi. En effet, qu'est-ce que ce petit nombre de privilégiés par rapport à la masse des perdants ! Qui est-ce qui souscrivait à ces loteries ? Ce n'étaient pas certes les gens riches, qui se souciaient peu d'un moyen de fortune aussi incertain. C'étaient les gens du peuple qui, éblouis par les chances de gain que les administrateurs savaient faire miroiter adroitement devant leurs yeux, se privaient souvent du strict nécessaire, pour apporter à ceux qui détenaient la roue de fortune, l'argent péniblement gagné.

On a fait, en Italie, cette constatation que la consommation du pain se restreignait sensiblement la veille des tirages. C'était un impôt injuste, qui portait, disait J. B. Say, presque entièrement sur la classe nécessiteuse, à qui le besoin seul pouvait faire braver la défaveur d'un jeu inégal.

Du reste ces défauts n'avaient pas échappé aux organisateurs de la loterie d'Etat. C'est ainsi que dans l'arrêt du 30 juin 1776, le roi, afin de s'excuser en quelque sorte d'établir cette nouvelle source de revenus, se réservait une partie des bénéfices, pour l'affecter à des objets de soulagement et de secours.

Le contrôleur général Lambert, en présentant au roi les résultats de la loterie royale pour 1788, disait : « C'est toujours avec peine, que Votre Majesté reçoit le compte de cette partie de ses revenus ; mais le goût effrené du public pour cette espèce de jeu et l'ardeur avec laquelle il porterait des sommes considérables aux loteries étrangères, s'il n'en existait point en France, ne permettent pas à Votre Majesté de prendre le parti que toutes les considérations morales et politiques lui inspireraient ».

Il ajoutait en parlant des prélèvements faits sur les bénéfices pour les œuvres de bienfaisance : « Votre Majesté regarde cet acte de bienfaisance comme une sorte d'expiation due par le Trésor public, pour des revenus qu'il ne laisse subsister qu'à regret ».

La loterie d'Etat, déjà condamnée, devait pourtant subsister encore pendant un demi siècle, et il ne faut chercher l'explication de ce maintien que dans la pénurie des finances publiques, qui ne permettait pas de supprimer cette source abondante de revenus sans la remplacer par d'autres impôts dont l'établissement n'aurait peut-être pas eu lieu sans récriminations sérieuses de la part des contribuables.

La loterie royale disparue, des loteries particulières, déguisées sous la forme d'opérations, qu'il était difficile de faire rentrer dans les termes de l'art. 440, prirent sa place, sans offrir les mêmes garanties. L'époque est restée célèbre ; elle a fait naître et elle explique

la loi de 1836. Chassé du domaine officiel, le jeu se réfugie dans l'industrie privée: là, il envahit tout.

Ce sont d'abord les libraires qui se syndiquent, pour distribuer à leurs acheteurs des billets de loterie donnant le droit de prendre part à des tirages au sort de sommes d'argent. Ces libraires, escomptant les bénéfices qu'ils pouvaient réaliser en se passant d'intermédiaires et en vendant directement au public, capitalisaient les économies provenant de cette source pour constituer les lots qui devaient être répartis entre leurs acheteurs. Au lieu de faire une remise à chaque acheteur, on leur offrait la chance d'une somme très forte, mais qui ne devait échoir qu'à quelques-uns.

Des ventes immobilières se réalisaient également par voie de tirage au sort. Des fiefs, des baronnies se vendaient ainsi et la faveur du public était tellement marquée pour ces combinaisons aléatoires que des sociétés se fondèrent pour assurer les porteurs de billets contre la chance des tirages.

Pouvait-on réprimer cette éclosion de loteries clandestines, avec les lois alors existantes? Plusieurs textes se trouvaient en présence, mais leurs termes laissaient place au doute et pendant que des controverses s'engageaient, les industriels continuaient leurs fructueuses opérations.

D'abord, les éditeurs tombaient-ils sous la prohibition de la loi en distribuant à leurs clients des billets de loterie? On pensait généralement que non. C'est

que le code pénal, pas plus que la législation révolutionnaire, n'avait pris soin de donner une définition des loteries prohibées. On était donc forcé de s'en tenir à la signification restreinte que ce mode reçoit dans la langue française. D'après le dictionnaire de l'Académie, la loterie est une espèce de jeu de hasard dans lequel se font des mises. En échange de celle-ci, on reçoit des billets portant des numéros. Le ou les numéros gagnants donnent droit à un lot ou à la propriété d'un objet.

Mais dans la combinaison des libraires, il n'y avait pas de mises proprement dites, puisque chacun des porteurs de billets avait reçu en échange de la somme qu'il avait versée, des ouvrages de valeur égale. On était donc en présence d'une vente valable. Le droit à la prime n'était pas l'objet principal de la convention, qui était passée entre l'acheteur et son vendeur : il n'en était qu'un très mince accessoire. Chaque acheteur acquérait, par le fait du contrat d'achat lui-même, un droit indivis sur la masse formée par toutes les primes accumulées par les libraires; et le tirage au sort n'intervenait que pour opérer le partage de ce droit indivis.

Les partisans de l'illégalité répliquaient que sans doute il y avait vente, mais que le caractère de la vente se trouvait modifié par le billet de loterie qui y était attaché. Le prix payé par l'acheteur, disait-on, représente non seulement la valeur du livre, mais

tout ou partie de la remise accordée d'ordinaire à l'intermédiaire. Cette somme que les acheteurs payent en plus constitue une mise. D'un autre côté les lots ne sont que la restitution à quelques-uns de mises opérées par tous les souscripteurs. Il y avait donc dans cette combinaison, à côté de l'achat, une série de mises, les unes perdantes, les autres gagnantes; ce qui constitue une caractéristique essentielle de la loterie prohibée.

Quant aux ventes d'immeubles par la voie du sort, elles trouvaient d'ardents défenseurs. On invoquait en leur faveur deux sortes d'arguments, des arguments juridiques et des arguments économiques.

Au point de vue juridique, d'abord, on faisait observer qu'on ne pouvait pas faire rentrer, comme on le prétendait, ces combinaisons dans les termes de la loi du 3 frimaire an VI qui était relative aux loteries d'immeubles. Cette loi était ainsi conçue : « Toutes agences établies pour vendre par forme de « loterie, soit avec ou sans mélange de lots ou primes « d'argent, des effets mobiliers ou immobiliers de « quelque nature qu'ils puissent être, sont dans le « cas de la prohibition prononcée par l'art. 91 de la « loi du 9 vendémiaire ». Cette lettre ne prévoyait donc que le cas où il y aurait des agences organisées et ne visait pas les simples ventes isolées.

Pouvait-on les faire rentrer dans la prohibition établie par l'art. 410? — Pas davantage, disait-on. En

effet, l'une des sanctions établies par cet article était la confiscation des « fonds et effets » mis en loterie. L'expression « fonds et effets » ne semblait pas comprendre les immeubles.

Les considérations économiques que l'on invoquait, étaient les suivantes. L'intérêt général exige que les immeubles ne restent pas toujours dans les mêmes mains. Il faut qu'un individu, que l'âge et la maladie empêchent de cultiver ses terres, puisse les vendre rapidement et à tout moment, afin de les faire passer ainsi en des mains plus jeunes et plus vigoureuses. Sûrs de pouvoir vendre rapidement leurs terres, les propriétaires ne craindront plus de se livrer à des améliorations dispendieuses. Ils changeront le mode de leur culture, féconderont les terrains les plus ingrats, augmenteront ainsi la valeur de leur sol et par conséquent la richesse nationale.

On citait aussi le cas d'un commerçant, près de la faillite et sauvé de la ruine, grâce au placement rapide de ses immeubles mis en loterie. C'était encore un vieillard tiré de la misère par des amis qui mettaient en loterie des terres lui appartenant, derniers vestiges d'une grande fortune détruite par une révolution.

Mais à côté de ces bienfaits, que pouvait réaliser de temps à autre la loterie, que de dangers étaient suspendus sur la tête des souscripteurs. Outre que l'on vendait ainsi les immeubles cinq et même jusqu'à dix fois leur valeur, il n'était pas rare que quand

l'heureux gagnant arrivait pour prendre possession de son bien, il s'apercevait alors que la réalité était loin des descriptions données par les organisateurs, ou bien il trouvait l'immeuble grevé d'hypothèques pour une somme supérieure à sa valeur.

Si les textes de lois en vigueur permettaient ces pratiques, une réforme s'imposait. Devant les dangers que ces loteries présentaient, le Gouvernement, sur la demande des Chambres de Commerce, déposa, en 1835, un projet de loi, prohibant toutes les loteries.

L'exposé des motifs débutait ainsi : « Abolir la loterie, c'était flétrir ces spéculations du vice et des mauvaises passions, qui demandent aux chances du hasard, ce que le travail seul peut fournir. A de si hautes considérations, le Gouvernement s'est déterminé à supprimer la loterie; mais il n'a pas entendu que l'héritage du Trésor devint la proie des spéculations françaises et étrangères. Les prohibitions établies par les lois et règlements contre les loteries particulières, n'ont point cessé d'exister avec la loterie royale. Mais des doutes se sont élevés sur l'étendue et la portée des prohibitions. Il importe d'enlever tout prétexte à la controverse et d'établir une suffisante répression. »

La loi fut votée à la Chambre des pairs le 20 avril 1836, et à la Chambre des députés le 6 mai suivant. L'article 1^{er} de cette loi porte : « Les loteries de toute espèce sont prohibées. »

Les termes de la loi de 1836 avaient été conçus d'une manière générale et elle réglementait en même temps les loteries proprement dites et les valeurs à lots. Mais le développement si considérable et si rapide de ces valeurs dans la seconde moitié du siècle ainsi que l'apparition d'opérations diverses auxquelles elles se prêtèrent si aisément, montrèrent combien étaient insuffisantes à leur égard les dispositions de la loi de 1836. De nombreux abus furent commis. Il a fallu cependant attendre jusqu'à ces derniers temps pour que le pouvoir législatif pût faire aboutir une loi qui réglemente d'une manière spéciale une des opérations les plus importantes dont sont l'objet les valeurs à lots. Nous voulons parler de la vente à tempérament et de sa réglementation par la loi du 12 mars 1900. Ce sont ces deux lois, l'une complétant l'autre, que nous allons étudier.

CHAPITRE II

DES LOTERIES PROHIBÉES

SECTION I. — Caractères de la loterie prohibée.

Nous avons à rechercher maintenant les caractères que doit présenter une opération pour tomber sous le coup de la loi de 1836. L'art II de cette loi est ainsi conçu : « Sont réputées loteries et interdites comme
« telles, les ventes d'immeubles, meubles ou marchan-
« dises effectuées par la voie du tirage au sort ou
« auxquelles auraient été réunis des primes ou autres
« bénéfices dûs au hasard et généralement toutes
« opérations offertes au public pour faire naître l'es-
« pérance d'un gain qui serait acquis par la voie du
« sort ».

M. Frèrejouan du Saint relève dans cette définition quatre caractères dont la réunion constituerait la loterie prohibée. — Il faudrait : 1° Que l'opération ait pour objet de faire naître l'espérance d'un gain à réaliser.— 2° Que ce gain soit obtenu à l'aide d'un sacrifice pécuniaire hors de toute proportion avec l'enri-

chissement qu'il procure. — 3° Que l'opération ait un certain caractère de publicité. — 4° Que le gain soit réalisé par la voie du sort. Reprenons ces divers caractères :

I. — Il faut, disons-nous, que l'opération ait pour mobile, l'espérance d'un gain à réaliser. Pour préciser ce caractère, reprenons l'exemple souvent cité : Supposons qu'un certain nombre de personnes se réunissent et versent chacune une somme égale dont le montant doit servir à l'achat de choses absolument semblables les unes aux autres. Une fois l'achat opéré, elles emploient le tirage au sort pour attribuer à chacune d'elles un des objets acquis. Dans ce cas il n'y a pas gain et par conséquent pas de loterie. En effet chacun des associés ne reçoit qu'une chose valant exactement la mise qu'il a faite. Il ne réalise aucun gain. L'un des caractères exigés par la loi ne se rencontre donc pas.

Dans la discussion de la loi à la Chambre des députés, on a semblé craindre que les assurances ne fussent comprises dans la nouvelle prohibition ; mais toute crainte s'est dissipée devant les déclarations du rapporteur, M. Charles Dupin : Les assurances ne présentent pour l'assuré aucun bénéfice ; moyennant le sacrifice d'une somme modique de son avoir, il est assuré de la conservation de ses biens exposés à des chances de détérioration ou de destruction. Quant à l'assureur ses bénéfices ne reposent nullement sur les

gains d'une loterie, mais sur le sacrifice fait par l'assuré, sans autre chance pour celui-ci que celle de conserver tout ce qu'il possède.

Mais une combinaison particulière a donné lieu à des difficultés. Elle consiste à former chaque année, au moyen des excédents de primes, un fonds spécial et à l'affecter à des lots qui doivent faire l'objet d'un tirage au sort entre les assurés. Si l'on admet la validité des opérations à primes, cette combinaison ne saurait être annulée. En effet, le droit de l'assuré dans cette opération peut-être assimilé à une simple créance dont l'époque de remboursement est incertaine et le sort n'intervient que pour désigner l'époque où la créance sera exigible.

II. — En second lieu, la loterie prohibée exigerait que la participation à l'opération soit obtenue à l'aide d'un sacrifice pécuniaire hors de toute proportion avec l'enrichissement qu'il procure.

Il arrive souvent que dans des réunions on distribue gratuitement à tous les assistants des billets leur permettant de prendre part au tirage au sort d'objets qui ont été donnés par des bienfaiteurs. Il n'y a pas là loterie parce que le gain réalisé par les favorisés du sort l'a été sans aucun risque de leur part. En effet, disent les partisans de cette opinion, où est l'immoralité d'un tel acte? La raison d'être des lois prohibitives des jeux « c'est qu'un tel contrat produit les « mêmes effets qu'un contrat de bienfaisance, sans

« que ni l'un, ni l'autre des contractants ait eu l'intention de faire une donation à son co-contractant ». Or ici nous avons une véritable donation et le sort n'intervient que pour désigner l'objet.

Ce caractère de la loterie n'a pas été accepté par tout le monde. Un auteur a fait observer que l'idée de mise n'entre plus dans la définition de la loterie prohibée, et c'est justement, à son dire, ce qui séparerait l'article 410 du Code pénal de la loi de 1836 (1).

Le Code pénal n'avait pas déterminé les éléments constitutifs de la loterie; on était donc alors forcé de s'en référer à la définition courante et de ne comprendre sous la dénomination de loterie que les opérations dans lesquelles chaque joueur était exposé à perdre sa mise. Depuis la loi de 1836, on doit qualifier loterie, toute opération où le sort entre comme source de gain, quand bien même le joueur exposé à gagner ne risquerait pas corrélativement de perdre une mise. L'art. 410 avait pour but de protéger un monopole, la loi de 1836 a pour but de proscrire un fait jugé immoral.

Pour justifier cette opinion, on dit que la loi de 1836 est une loi pénale et que, comme toute loi pénale, elle doit être interprétée restrictivement. Par conséquent, ce serait en étendre la portée que d'y ajouter un élément nouveau.

(1) Voir Levy-Ullmann.

La jurisprudence s'était prononcée pour cette dernière manière de voir. La Cour de Lyon avait décidé qu'il y avait lieu d'appliquer les pénalités de la loi de 1836 aux administrateurs d'un journal, qui, pour en augmenter le tirage, avaient fait distribuer, dans les rues de Lyon, des exemplaires réclames, chaque exemplaire portant en effet un numéro donnant droit de participer au tirage au sort d'une obligation à lots régulièrement émise.

La solution à laquelle s'était arrêtée la jurisprudence n'était pas à l'abri des critiques. Et d'abord ne violait-elle pas l'esprit de la loi ? Il est permis de le supposer. Ce que le législateur de 1836 voulait, c'était empêcher la possibilité d'acquérir, moyennant une faible somme, la chance de gagner un lot, hors de toute proportion avec la mise. Il pensait qu'il y avait là quelque chose d'immoral dans l'attrait exercé par l'espérance d'obtenir, en dehors de tout travail, des sommes considérables. De plus, il voulait empêcher la petite épargne de passer dans les mains des entrepreneurs d'opérations louches.

Or ces dangers sont-ils à craindre dans l'hypothèse qui s'était présentée devant la Cour de Lyon ? Nullement. En premier lieu, il n'y avait pas à craindre que le public abandonne le travail pour jouer à la loterie, puisqu'on ne pouvait se procurer à son gré des billets, ceux-ci étant l'effet d'une libéralité toute volontaire. Ensuite l'épargne ne pouvait pas être mise en péril

puisqu'ils étaient distribués gratuitement par les organisateurs.

Pour ceux que l'esprit de la loi ne saurait convaincre, nous réservons deux arguments de texte. L'art. 2 de la loi de 1836 parle de ventes et d'opérations : expressions qui semblent bien faire allusion au fait de fournir quelque chose pour recevoir autre chose en échange. Et ce premier argument peut être corroboré par les mots qui suivent immédiatement : ventes ou opérations offertes au public. Ce dernier membre de phrase ne semble-t-il pas impliquer une sorte de marché qu'une des parties offre à l'autre.

On pourrait tirer argument, en second lieu, du mot gain ; ce mot signifiant un profit, un lucre acquis moyennant un travail ou un sacrifice.

La dernière décision judiciaire qui, à notre connaissance, ait été rendue sur cette matière, consacre absolument l'opinion que nous venons de présenter. C'est un jugement du tribunal de Lille (9 janvier 1899) (1).

« En droit, attendu qu'au sens juridique, dit le tri-
« bunal, la loterie est une convention de jeu, par
« laquelle chaque contractant cherche, au moyen
« d'une avance, consistant pour l'un dans l'offre d'un
« lot, pour l'autre dans l'achat d'un billet, à se procu-
« rer un gain acquis par la voie du sort ; — Que les

(1) Sirey, 99. 2. 345.

« opérations que la loi assimile aux loteries doivent
« présenter comme celles-ci le caractère d'une conven-
« tion et offrir aux deux parties des chances de gain
« et des risques de perte; — *Qu'on ne saurait dès lors*
« *y comprendre l'acte par lequel une personne offre*
« *gratuitement au public des primes ou lots par la*
« *voie du sort*, qu'un tel acte constitue une simple
« libéralité. . . . »

Mais s'il faut une mise pour qu'il y ait loterie prohibée, le chiffre en importe peu. De même il n'est pas nécessaire, comme on l'a prétendu, qu'il y ait perte totale de la mise pour le plus grand nombre des concurrents. En effet, s'il en était ainsi, on ne pourrait pas ranger les opérations sur les valeurs à lots dans la catégorie des loteries prohibées puisque les obligataires loin de perdre leur mise, sont presque toujours assurés d'être remboursés.

III. — La troisième condition consiste en ce que l'opération doit avoir un certain caractère de publicité. Il faut, dit la loi, qu'elle soit offerte au public. La question de savoir s'il y a publicité suffisante est une question de fait dont l'appréciation dépend des tribunaux.

IV. — Il faut enfin que le gain soit acquis par la voie du sort; il faut que le sort désigne le bénéficiaire, mais peu importe le procédé employé pour le consulter. Qu'il s'agisse de numéros extraits d'une roue ou de noms extraits d'un livre d'adresses; soit

comme cela s'est présenté pour des journaux, que l'attribution du lot ait été déterminée par une combinaison mathématique entre le nombre des exemplaires tirés chaque jour et le chiffre des exemplaires restés invendus : ce dernier chiffre étant nécessairement soumis à des variations qui impriment à la combinaison un caractère aléatoire.

Certains auteurs, entre autres M. Lévy-Ullmann, ont refusé de faire du tirage au sort un des caractères de la loterie prohibée. Pour eux, il ne faut pas séparer les derniers termes de l'article 2 «... et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance *d'un gain réalisé par la voie du sort* ». Ce que la loi prohibe, ce ne serait pas un gain quelconque, mais un gain réalisé par la voie du sort. Le mot gain dont le sens est très large, verrait ce sens précisé par le membre de phrase suivant. La loi de 1836 n'aurait voulu réprimer que les opérations dans lesquelles le sort intervient non pas pour désigner quel sera le bénéficiaire du gain, mais seulement celles dans lesquelles il est la seule cause d'acquisition du gain.

Du reste, le délit réprimé existe, alors même qu'il n'y aurait aucune intention frauduleuse de la part des prévenus. Ainsi il a été jugé (Rouen, 4 juillet 1845) que le seul fait d'avoir annoncé une loterie de bienfaisance, sans s'être muni des autorisations nécessaires, tombait sous le coup de l'article 2 de la loi, alors même

que les organisateurs prévenus de l'irrégularité de leur entreprise, n'auraient pas donné suite à leur projet.

De même, il n'est pas nécessaire que la loterie soit le but principal de l'opération, elle peut n'être qu'un accessoire. Ainsi la vente de livres, contrat licite, est viciée par la chance de primes que le libraire y attache. L'offre d'une pareille vente est condamnée comme l'offre d'une loterie. Il y a quelques années, un grand nombre de journaux avaient imaginé de distribuer à leurs abonnés des billets qui leur donnaient le droit de prendre part au tirage d'une loterie. Le tribunal de la Seine (25 août 1897) a décidé que ces faits étaient prohibés par la loi de 1836. «.... Qu'il
« importe peu, dit ce jugement, que les lots ou primes
« soient ou non l'objet principal de l'opération; qu'il
« suffit pour qu'il y ait loterie prohibée que le hasard
« doive décider de la prime réunie à la vente d'un
« objet quelconque. »

Du reste, l'exposé des motifs ne laissait aucun doute à cet égard. « Que ces spéculations soient prin-
« cipales ou accessoires, habituelles ou isolées, qu'elles
« présentent un mélange apparent d'opérations com-
« merciales, toutes les fois qu'elles choisissent le sort
« pour instrument, elles rentrent dans la prohibition
« de la loi. »

Donc, aux yeux de la loi, l'accessoire devient le principal. L'opération principale qui est licite passe

au second plan et ne figure plus qu'à titre de condition dans l'acquisition d'une chance de lots.

SECTION II. — **Conséquences de la prohibition au point de vue civil.**

Une loterie prohibée a été organisée. Des souscripteurs ont pris des billets ; des lots ont peut-être été attribués. Quelles sont les règles qui, au point de vue civil, doivent être appliquées pour régler les rapports des porteurs de billets et des organisateurs ?

La réponse n'est pas douteuse, les contrats qui sont intervenus entre ces personnes, ne peuvent avoir aucune valeur. Ils sont nuls, et comme la loi de 1836 a eu pour but de supprimer une combinaison immorale, elle a le caractère d'une loi d'ordre public : par conséquent la nullité qu'elle établit est une nullité d'ordre public. Les contrats intervenus entre les parties sont nuls de nullité radicale. Il en résulte qu'ils ne peuvent être validés, ni par une confirmation expresse ou tacite, ni par la prescription.

De plus toute personne intéressée peut en demander la nullité, et la justice saisie de cette demande ne prononcera pas la nullité du contrat, car il est inexistant, elle se contentera de constater cette inexistence. Le promoteur de l'opération, lui-même, peut se retrancher derrière la nullité pour refuser d'exécuter la

convention, en livrant les lots, par exemple, car nul ne peut être contraint de violer une loi pénale, sous prétexte qu'il s'y est engagé par contrat. Du reste les parties peuvent se prévaloir de la nullité en opposant l'exception de nullité à la demande de l'adversaire. Pour se rendre compte des conséquences de la nullité il faut envisager trois hypothèses distinctes.

I. — Rien n'est plus simple que l'application de ce principe lorsque aucune des parties n'a exécuté la convention en faisant ce qu'elle était tenue de faire : paiement du prix, livraison des lots. Dans ce cas, elles peuvent se dispenser de tenir leurs engagements et ne s'exposent à aucuns dommages-intérêts.

II. — La question ne présente pas non plus de difficulté, quand le contrat n'a été exécuté de part et d'autre que partiellement. Dans ce cas, les deux contractants n'auront qu'à se restituer réciproquement ce qu'ils auront reçu et à considérer pour l'avenir cette convention comme nulle. Remises l'une et l'autre, au même et semblable état qu'avant le contrat, elles n'ont rien de plus à se demander. Chacune des parties pourra, pour obtenir la restitution de ce qu'elle a versé, intenter une action en répétition.

On a essayé de soutenir que la répétition n'était pas possible ici et on a invoqué à l'appui de cette opinion un argument invoqué également dans l'hypothèse suivante. On a dit : la loterie, en définitive, c'est un jeu, par conséquent il faut appliquer l'art. 1967, qui ne

permet pas de réclamer la restitution d'une dette de jeu volontairement payée.

Sans rechercher quelle est la valeur de cette objection et en admettant qu'elle fût probante, nous croyons qu'elle ne pourrait pas s'appliquer ici. En effet, dans notre hypothèse, le contrat n'a été exécuté que partiellement, par conséquent insuffisamment pour constituer une libération valable. L'art. 1967 n'est donc pas applicable. On reste en présence de la convention nulle qui ne peut servir de cause à un paiement.

III. — La question peut paraître un peu plus délicate, lorsque la convention a été entièrement exécutée de part et d'autre. Dans ce cas la répétition est-elle encore admissible? En faveur de la négative, on a présenté plusieurs arguments.

On a d'abord invoqué en ce sens, l'existence d'une obligation naturelle, qui naîtrait du contrat de loterie et qui s'opposerait à l'exercice de toute action en répétition. Mais l'argument pêche par sa base. Il est manifestement impossible de soutenir que la loterie puisse donner naissance à une obligation naturelle. Qu'est-ce en effet qu'une obligation naturelle? C'est une obligation fondée sur une cause juridique, pouvant produire certains effets civils, mais qui se distingue principalement des obligations ordinaires en ce que le créancier n'a aucun moyen de contrainte à l'égard du débiteur. Or on ne peut admettre que le légis-

lateur de 1836, qui voulait proscrire à jamais toutes les opérations fondées sur le sort, puisse avoir eu l'intention de faire produire à ces opérations certains effets civils.

Le second argument que l'on fait valoir contre la répétition est tiré de l'art. 1907. On cherche à assimiler la loterie au jeu et au pari et l'on en déduit que si le Code civil interdit la répétition d'une dette de jeu librement et volontairement payée, il doit interdire également la répétition des prestations qui ont leur fondement dans le contrat de loterie. Cet argument n'est rien moins que probant, car il repose sur une méprise du véritable caractère du jeu et de la loterie.

Le jeu est un contrat réglementé par la loi civile, et qui est susceptible de produire certains effets. Sans doute le jeu, en faisant entrevoir la perspective de gains faciles, détourne les hommes du travail qui est la base de l'ordre social ; mais le législateur n'a pas voulu cependant le proscrire, et s'il ne permet pas au gagnant d'intenter une action contre le perdant pour se faire payer ce que celui-ci lui doit, il n'admet pas non plus que lorsque le perdant s'est libéré volontairement, il vienne redemander ce qu'il a payé. La loterie, elle, au contraire est prohibée, c'est un délit pour celui qui l'organise ; on ne peut donc pas l'assimiler au jeu contrat licite.

D'autres auteurs arrivent également à refuser l'action en répétition, en se fondant sur une autre théo-

rie. Ils invoquent l'axiôme : « *In pari causa turpitudinis, cessat repetitio* ». La loi, dit-on, ne peut pas venir au secours d'un délinquant. Elle ne peut pas admettre une action que le réclamant ne motive que par son fait illicite. Donc, de même que le stipulant ne peut pas invoquer l'autorité pour faire exécuter, de même le promettant ne peut pas l'invoquer pour faire annuler l'exécution accomplie. Les choses resteront toujours dans l'état où elles se trouveront.

C'est l'opinion que soutiennent MM. Aubry et Rau. « S'il s'agissait, disent ces auteurs, d'un paiement fait « en exécution d'une convention qui, de sa nature, « devait procurer à chacune des parties un avantage « illicite, et qui par suite ne pourrait sans turpitude « être allégué ni par l'une ni par l'autre, l'action en « répétition ne serait pas admissible. »

A l'appui de ce système, on a encore invoqué des arguments empruntés à la pratique des affaires. Si la répétition était admise, qui ne voit les innombrables procès que pourrait faire naître l'existence des valeurs à lots. Telle opération aujourd'hui tolérée pourra être condamnée demain, comme tombant sur le coup de la loi prohibitive des loteries. Le banquier qui s'y serait livré de bonne foi se verrait en butte à des actions exercées par des spéculateurs la plupart du temps peu recommandables.

Le prétendu adage sur lequel est basée cette théorie, n'est pas sanctionné par notre loi, et il ne faut

pas aller demander à la législation romaine, la solution d'une question, qui à notre sens se trouve dans le Code civil. L'article 1131 dit que la convention basée sur une cause illicite, ne peut produire aucun effet. Or la cause est illicite, dit l'article 1133 quand elle est prohibée par la loi. La loterie étant prohibée par la loi, l'article 1131 est applicable et le contrat ne peut produire aucun effet.

Nous admettons donc avec la jurisprudence de la Cour de cassation et un grand nombre d'auteurs, notamment M. Baudry-Lacantinerie, que ce qui a été payé en exécution d'une semblable obligation pourra être répété.

Quant aux conséquences économique de ce système, si elles sont mauvaises, comme on le dit, elles ne peuvent pas influencer sur l'interprétation de la loi; elles doivent être adressées au législateur, qui seul peut modifier la loi, s'il la trouve défectueuse.

SECTION III. — Conséquences de la prohibition au point de vue pénal.

Le fait d'instituer une loterie non autorisée peut constituer un délit puni par la loi du 21 mai 1836, ou une contravention réprimée par l'article 475 du Code Pénal.

1^o *Délit*. — Aux termes de l'article 3 de la loi de 1836, les contraventions à la prohibition seront punies des peines portées en l'article 410 et 411 du Code pénal.

Dès que les caractères constitutifs de la loterie existent, il y a délit. Il en est ainsi aussitôt que les organisateurs ont adressé un appel au public, alors qu'aucun billet n'aurait été souscrit. L'infraction est toute matérielle, les tribunaux n'ont donc point à s'occuper du but ni de la moralité de la loterie. De même, il n'est pas nécessaire qu'il y ait intention frauduleuse chez les prévenus.

Conformément aux principes généraux, le ministère public a seul qualité pour poursuivre l'application des peines prononcées contre ceux qui tiennent des loteries prohibées, sauf aux parties lésées, s'il en existe, à se porter parties civiles, pour obtenir la réparation du préjudice causé.

Nous devons rechercher maintenant quelles personnes sont punissables. L'art. 4 de la loi est ainsi conçu : « Les peines de l'art. 410 sont encourues par
« les auteurs, entrepreneurs ou agents des loteries
« françaises ou étrangères ou des opérations qui leur
« sont assimilées. Ceux qui auront colporté ou distri-
« bué des billets, ceux qui par des avis, annonces,
« affiches ou par tout autre moyen de publication
« auront fait connaître l'existence des loteries ou

« facilité l'émission des billets, seront punis des peines
« portées en l'art. 444 du C. P. »

La loi de 1836 prévoit donc deux catégories de délinquants ; les auteurs principaux qu'elle punit des peines prévues par l'art. 440 ; et les complices punis des peines portées en l'art. 444.

La loi pénale désigne sous le nom d'auteurs principaux ceux qui participent directement au fait matériel, constitutif de l'infraction. Ce sont, d'après l'art. 4 de la loi, « les auteurs, entrepreneurs ou agents des
« loteries françaises ou étrangères ».

On a discuté sur la question de savoir quelle signification il fallait donner aux mots : auteurs, entrepreneurs, agents. D'après une première opinion, les auteurs ou entrepreneurs d'une loterie, ce sont les organisateurs. Et sont agents tous administrateurs et préposés. D'après une seconde opinion qui a été consacrée par un jugement du tribunal de Verdun, il faudrait entendre par auteurs ou entrepreneurs non seulement les organisateurs mais encore « les direc-
« teurs des différentes agences installées en vue d'as-
« surer une propagande suffisante et de pourvoir
« dans les divers centres des opérations aux nécessi-
« tés de l'administration de la loterie ». Et alors les agents seraient ceux qui prêtent un concours effectif aux auteurs et entrepreneurs et qui ne sont pas qualifiés complice par le paragraphe 2 de l'art. 4. De ce nombre, sont évidemment ceux qui occupent un em-

ploi, soit dans l'administration centrale, soit dans des agences secondaires. Mais, en définitive, peu importe que l'on ne soit pas d'accord sur la manière de classer les prévenus dans ces diverses catégories, puisque les peines sont les mêmes.

Passons aux complices. Sont d'abord complices du délit ceux qui ont participé par l'un des moyens prévus par l'art. 60 du Code pénal « ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité auront provoqué ce délit ». De plus, l'art. 4 prévoit une forme spéciale de complicité punie d'une peine inférieure à celle de la participation directe à l'organisation d'une loterie prohibée. Ce sont ceux qui ont servi d'intermédiaires, soient qu'ils aient colporté ou distribué des billets de loterie, soit qu'ils en aient simplement facilité l'émission.

Cette partie de la loi a été critiquée. On a reproché au législateur d'avoir puni moins sévèrement les intermédiaires que les personnes qualifiées « agents ». Nous avons rangé dans la catégorie des agents, ceux qui occupent un emploi dans l'administration centrale. Or, ces individus sont évidemment moins coupables que les colporteurs de billets. Ce sont ces derniers qui sont les véritables artisans de la loterie ; ce sont ceux qui, par leur activité et leurs promesses, parviennent à détourner les capitaux et à leurrer le public. Mais nous ne pouvons que déplorer la dispo-

sition de la loi car les expressions très claires qu'elle emploie ne peuvent laisser place au doute.

Sont compris parmi les complices, les gérants des journaux dans lesquels ont été faits des appels au public en faveur de la loterie. Quant à la simple publication des numéros gagnants, la question est diversement résolue. La Cour de Cassation, par un arrêt du 14 janvier 1876, a décidé que, sont passibles des peines édictées par l'art. 4 de la loi de 1836, les gérants des journaux qui, en publiant les numéros des obligations gagnant des lots, ont fait connaître l'existence d'emprunts émis avec lots distribuables par la voie du sort. La Cour de Cassation belge a jugé, au contraire, que les avis insérés dans un journal qui se borne à indiquer les résultats des tirages de certaines loteries non autorisées, sans renseigner le public sur les conditions d'existence de celles-ci, ne peuvent constituer le délit de publicité.

On a proposé une opinion intermédiaire (1). S'agit-il du tirage final d'une loterie prohibée, on ne peut pas poursuivre le journal, car il est impossible de lui reprocher d'avoir fait connaître l'existence d'une loterie qui, au moment de la publication, a cessé d'exister par le fait même du tirage. Si, au contraire, il s'agissait d'une de ces loteries à tirages successifs et que les numéros publiés eussent gagné

(1) Frèrejouan du Saint.

à un tirage intermédiaire, on pourrait dire que cette publication a servi de réclame en faveur de la loterie.

La loi punit les auteurs, entrepreneurs ou agents des peines de l'art. 410, c'est-à-dire d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus et d'une amende de cent à six mille francs. Les coupables peuvent, de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, être privés de certains droits énumérés en l'art. 42 du Code pénal. En cas de récidive, la peine pourra être portée jusqu'au double du maximum que nous avons indiqué. Ce qu'il y a à remarquer, c'est qu'il s'agit ici d'une récidive spéciale. Pour faire encourir l'augmentation de la peine, il n'y aura donc pas lieu de rechercher si les conditions ordinaires de la récidive sont réunies.

Dans tous les cas, le tribunal devra prononcer
« la confiscation des fonds ou effets qui seront trou-
« vés exposés au jeu ou mis à la loterie, des meubles-
« instruments, ustensiles, appareils employés au ser-
« vice des jeux et des objets employés à la décora-
« tion des lieux. »

Avant la loi de 1836, les immeubles mis en loterie, ne pouvaient être confisqués, l'art. 410 n'autorisant que la confiscation des fonds et des objets mobiliers énoncés en cet article. Aucune amende n'était destinée à remplacer cette confiscation.

L'art. 3 de la loi de 1836 a comblé cette lacune.
« S'il s'agit de loteries d'immeubles, y est-il dit, la

« confiscation, prononcée par ledit article, sera rem-
« placée à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis
« en loterie, par une amende qui pourra s'élever
« jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble ».

Cette disposition a été vivement critiquée, lors de la discussion de la loi. On lui reprochait, en effet, de laisser aux tribunaux, le soin de fixer le montant de l'amende, puisque ce sont eux qui fixent librement la valeur estimative de l'immeuble. Ils pouvaient ainsi faire de l'amende une peine plus grave que la confiscation. Voici l'hypothèse que l'on a proposée à l'appui de cette affirmation : Un immeuble est estimé et l'amende fixée à deux cent mille francs. Le délinquant n'est pas en mesure de payer et l'immeuble vendu aux enchères ne produit que cent mille francs. Le délinquant est redevable du surplus. On justifiait cette rigueur, en alléguant la nécessité qu'un immeuble valant 10,000 francs ne fût pas mis en loterie pour 100,000.

Les complices sont punis des peines de l'art. 411, c'est-à-dire d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus et d'une amende de cent francs à deux mille francs. En cas de seconde ou ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende pourront être élevés au double du maximum. Dans tous les cas, l'art. 463, relatif aux circonstances atténuantes, est applicable.

Au point de vue de la compétence, le délit dont il

s'agit est de la compétence du Tribunal de police correctionnelle. La compétence *ratione loci* est déterminée par les règles ordinaires ; c'est-à-dire que le délit peut être poursuivi devant le Tribunal du lieu où le délit a été commis, devant le Tribunal du domicile du délinquant, ou devant celui du lieu de l'arrestation. On doit entendre par le lieu où le délit a été commis, non seulement l'endroit où est l'organisation centrale, mais encore tous les lieux où des billets ont été vendus. Le délit d'émission de billets d'une loterie est un délit successif qui n'autorise qu'une seule poursuite, quel que soit le nombre des arrondissements où le fait s'est produit.

La loi de 1836 punit non seulement la vente des billets de loterie, mais aussi le fait de les mettre en vente. Par conséquent, au point de vue de la compétence, la Cour de Cassation a décidé que pour déterminer quel était le tribunal compétent, il importait peu que les ventes fussent ou non devenues définitives dans un autre arrondissement, si l'offre et la mise en vente ont eu lieu dans l'arrondissement du Tribunal saisi de l'affaire.

II. *Contravention*. — L'art. 475, qui punit d'une amende de six à dix francs, ceux qui établissent ou tiennent dans les rues, chemins, lieux publics, des jeux de loterie, est toujours en vigueur. C'est ce qui résulte des déclarations du commissaire du gouver-

nement à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi.

« L'art. 440 et l'art. 475 marchent sur deux lignes
« parallèles, sans pouvoir jamais se rencontrer ni
« s'entre-détruire. La loi que nous faisons ne s'appli-
« que aucunement à ce dernier article qui est tout
« spécial et qui est uniquement applicable aux petites
« loteries qui y sont mentionnées et qui ne sont
« punissables que d'une simple amende de six francs ». Mais on a répondu que les termes de la loi de 1836 semblaient bien comprendre dans leur généralité, toutes les loteries, même celles prévues par l'art. 475, et que du reste on manquait de critérium pour distinguer les loteries prévues et punies par la loi nouvelle et celles prévues et punies par l'art. 475 du Code pénal.

Le gouvernement semblait bien vouloir dire, si l'on en juge par les déclarations que nous venons de rapporter plus haut, que c'était l'importance des objets mis en loterie qui devait établir la ligne de démarcation et qu'il fallait appliquer la loi de 1836 aux grandes loteries et l'art. 475 aux petites : mais on ne sait pas à quelle somme commence la grande et finit la petite.

On a proposé récemment un criterium permettant de faire la part des deux textes. La loi de 1836, a-t-on dit, ne punit pas d'autres délits que ceux prévus par l'art. 440. Par conséquent, il n'y a donc que les loteries

qui se tiennent dans des maisons privées, qui emploient pour leur réussite des intermédiaires, qui tombent sous ses coups. Et cela semble bien résulter des termes mêmes de la loi. Elle nous parle d'auteurs, d'organisateurs, d'intermédiaires plaçant des billets; elle a en vue bien évidemment des organisations qui doivent durer un certain temps. L'art. 475 ne punirait, au contraire, que le camelot qui les jours de fête s'installe dans les rues, et qui publiquement cherche à gagner sa vie en plaçant lui-même les quelque billets qui doivent donner aux favorisés la propriété d'un objet de peu d'importance. Dans ce système, ce qui différencierait les deux cas, c'est que dans l'un, il s'agit en quelque sorte d'une loterie clandestine, tandis que dans l'autre, l'opération se fait en public.

La contravention prévue par l'art. 475 est punie d'une amende de six à dix francs. De plus l'art. 477 décide que : « Seront saisis et confisqués les tables, instruments, appareils des loteries établies sur les voies publiques, ainsi que les enjeux, objets ou lots proposés aux joueurs ». En cas de récidive, les délinquants sont traduits devant le tribunal de police correctionnelle et punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize à deux cents francs. Mais ici il faut appliquer les règles ordinaires de la récidive; nous exigeons donc, pour qu'il y ait lieu à l'aggravation de la peine : 1° que la condamnation antérieure ne soit pas séparée de plus de douze

mois de la contravention nouvelle; 2° que les deux contraventions aient été commises dans le ressort du même tribunal de police, c'est-à-dire dans le même canton.

CHAPITRE III

DES LOTERIES PERMISES

Le loi de 1836 prohibe les loteries d'une manière générale, mais son article 5 apporte une exception à cette prohibition : « Sont exceptées, des dispositions « ci-dessus, les loteries d'objets mobiliers, exclusi-
« vement destinées à des objets de bienfaisance ou à
« l'encouragement des arts lorsqu'elles auront été
« autorisées dans les formes qui seront déterminées
« par un règlement d'administration publique ». Les formes de l'autorisation ont été réglées par l'ordonnance du 29 mai 1844.

Deux conditions sont nécessaires pour qu'une loterie puisse être autorisée : I^o Il faut d'abord qu'il s'agisse d'une loterie d'objets mobiliers. Bien qu'il paraisse à certains interprètes que dans les intentions du législateur, ces mots « objets mobiliers » ne devaient pas comprendre les sommes d'argent, l'autorité administrative a toujours autorisé les loteries de ce genre.

II^o. — Il faut, en second lieu, que les bénéfices à provenir de la loterie soient destinés à une œuvre

de bienfaisance ou à l'encouragement des arts. Il est à remarquer que quand il s'agit d'une loterie de bienfaisance, il faut que l'on ait en vue une œuvre générale. Ainsi il a été décidé par une circulaire ministérielle de 1845, qu'on ne pourrait pas obtenir l'autorisation d'organiser une loterie en faveur d'une infortune particulière. Dans ce cas c'est le législateur seul, qui pourrait donner l'autorisation par une loi dérogeant à celle de 1836. Mais il n'est pas nécessaire que l'œuvre, au profit de laquelle la loterie est organisée, s'étende sur le pays tout entier. Des loteries ont pu être autorisées pour venir en aide aux habitants d'une commune, d'un département, victimes d'inondations.

Pour obtenir l'autorisation, il n'est pas nécessaire que le but des organisateurs soit de venir au secours d'une infortune temporaire. L'autorité administrative pourrait permettre l'organisation d'une loterie afin de fonder une œuvre de bienfaisance durable. Mais dans ce cas, il faudra, avant de donner l'autorisation, que l'on s'assure qu'il s'agit d'une œuvre sérieuse, appelée à un avenir certain, et que sous prétexte de bienfaisance, elle n'ait pas pour but de subventionner telle ou telle entreprise. De même l'autorisation ne pourra être accordée si l'œuvre à créer doit faire double emploi avec une institution déjà existante : le bureau de bienfaisance, par exemple.

A la différence des loteries de bienfaisance, les loteries destinées à l'encouragement des arts peu-

vent avoir lieu en faveur d'un seul artiste ou bien encore en faveur de veuves et d'enfants d'artistes. Ici le caractère d'œuvre générale n'est plus exigé.

Les autorisations sont délivrées savoir : par le préfet de police pour Paris et le département de la Seine ; et dans les autres départements, par le sous-préfet sur la proposition des maires, quand la loterie ne doit pas dépasser 2000 fr. ; — par le préfet au-dessus de cette somme et après avis du ministre lorsque le chiffre est supérieur à 5000 fr. Dans tous les cas, le ministre de l'intérieur se réserve le droit d'autoriser les loteries de cent mille francs et au dessus.

L'autorité administrative est complètement libre d'accorder ou de refuser l'autorisation demandée, Contre la décision des préfets ou du ministre, il n'y a aucun recours. Seul le ministre, en sa qualité de supérieur hiérarchique du préfet, pourrait sur le refus de celui-ci autoriser une loterie.

L'administration peut, en accordant l'autorisation, imposer au demandeur les conditions qu'elle croit nécessaire pour le bon fonctionnement de l'opération. Dans tous les cas, le libellé des billets et des prospectus concernant les loteries, doit-être soumis à l'approbation de l'autorisant. Celui-ci règle, suivant l'importance de la loterie, les mesures de publicité dont les organisateurs pourront faire usage ;

de plus les billets doivent porter nécessairement la clause que si, dans le délai d'une année à dater du jour des tirages, les lots ne sont pas retirés par les bénéficiaires, ils sont acquis à l'administration de la loterie, qui peut alors en disposer à son gré.

L'autorité administrative doit en outre surveiller l'emploi des fonds obtenus par la loterie. A cet effet, il doit être nommé une commission spéciale de surveillance, composée de cinq membres au moins, pour toutes les loteries dépassant le chiffre de 50.000 fr.. Il est adjoint à ce comité, pour le contrôle des comptes, un délégué de la préfecture, et par mesure de précaution, les fonds doivent être déposés dans la caisse d'un établissement financier. Cette surveillance exercée par les fonctionnaires de l'ordre administratif ne saurait en aucun cas avoir pour conséquence d'engager la responsabilité du gouvernement en cas d'irrégularité des opérations.

Disons en terminant que l'administration ne peut autoriser en France de loteries étrangères. Toutefois, une exception à ce principe a été apportée en 1882. Le ministre de l'intérieur a à cette époque autorisé l'émission en France de billets d'une loterie tunisienne destinée à la création d'établissements européens de bienfaisance. Mais il faut remarquer que cette exception n'avait été apportée

que par le caractère international de l'œuvre à créer et pour se conformer à la conduite des autres puissances étrangères, qui, pour la plupart, avaient donné des autorisations semblables.

CHAPITRE IV.

LES VALEURS A PRIMES ET A LOTS.

La création des obligations à primes et à lots, est résultée de la formation des grandes entreprises, qui ont caractérisé notre époque. Il fallait pour ces entreprises des capitaux considérables.

Pour les attirer, le moyen le plus simple, était l'action, c'est-à-dire le droit de participer aux bénéfices proportionnellement à la mise que l'on faisait. Mais ce moyen ne pouvait pas être employé indéfiniment. Multiplier les actions, c'était faire descendre la part de bénéfices, attribuée à chacune d'elles, à un chiffre si minime qu'elles n'eussent plus trouvé de preneurs. On eut l'idée de recourir aux emprunts hypothécaires, mais l'examen de la situation qui aurait été faite aux entreprises, ayant employé ce moyen, fit qu'on y renonça. En effet, il aurait suffi d'un simple retard dans le paiement, pour qu'immédiatement le créancier ayant à sa disposition un gage suffisant, et qui par conséquent devait se préoccuper peu du résultat de l'entreprise, fit vendre les immeubles hypothéqués et rendit l'exploitation impossible au détriment de l'intérêt général.

C'est alors que l'on eut recours à l'obligation. L'obligataire est un prêteur, auquel il n'est dû qu'un intérêt. Pour rendre le titre plus attrayant, on imagina d'offrir aux souscripteurs des chances de gain, livrées au hasard d'un tirage au sort. Les villes et les départements usèrent aussi de ce procédé, quand de grands travaux devinrent nécessaires.

Ces titres se divisent en deux catégories qu'il importe de distinguer. Les uns, émis à un taux déterminé sont remboursables à un taux supérieur, uniforme pour tous les porteurs; l'époque de remboursement seule est déterminée par le sort. La différence entre le taux d'émission et le taux de remboursement constitue la prime; les titres de la seconde espèce, au contraire, sont remboursés à un taux variant suivant les éventualités d'un tirage au sort. Les titres favorisés se voient attribuer des lots généralement très élevés et hors de toute proportion avec la mise. C'est ce qu'on appelle les valeurs à lots.

Ces primes et ces lots sont constitués à l'aide de retenues faites sur l'intérêt annuel. Au lieu de servir un intérêt annuel de 4 0/0, par exemple, l'emprunteur ne paiera que 3,50 0/0; et avec la différence, il organisera un capital d'amortissement destiné à rembourser les obligations sorties au tirage. Voyons si ces deux catégories tombent sous le coup de la loi de 1836.

Il paraît bien que dans le premier cas, celui d'obli-

gations à primes, il n'y a pas loterie. En effet, le gain n'est pas dû au hasard d'un tirage puisqu'il est le même pour tous. Le tirage au sort sert uniquement à préciser l'époque du remboursement. Or, pour qu'une opération tombe sous la prohibition, il faut que le sort soit la cause même d'acquisition. De plus, on ne peut pas dire que le taux du remboursement soit hors de toute proportion avec la mise de l'obligataire, la prime étant généralement peu élevée. En fait, la prime n'a qu'une importance restreinte, dit M. Labbé ; elle ne constitue jamais, comme le lot, une fortune pour celui auquel elle échoit.

On a cependant essayé de contester la légalité des obligations à primes (1). Les partisans de cette opinion prétendent que la variation de l'époque du remboursement constitue une inégalité entre les obligataires, de nature à justifier la prohibition. D'abord, disent-ils, ce que le législateur de 1836 a voulu, en proscrivant les loteries, ça été de moraliser les citoyens, « de les ramener aux occupations laborieuses qui seules peuvent fonder légitimement la fortune ». Or, qu'est-ce qui attire le public vers les obligations à primes ? C'est évidemment la perspective de se voir rembourser au premier tirage avec la prime, et de doubler ainsi quelquefois son capital sans travail et sans efforts. On a répondu avec raison que ce n'est

(1) Lechopié.

pas l'aléa qui attire les obligataires, c'est le revenu annuel attaché au titre, c'est la sûreté du placement. Si le remboursement se produit, l'obligataire se verra dans la nécessité de rechercher un nouveau placement ; peut-être n'en trouvera-t-il pas d'aussi rémunérateur, d'aussi sûr. L'espérance de l'obligataire est plutôt que le remboursement ne se produira que tardivement.

On a dit, en second lieu, qu'il y avait bénéfice évident, acquis par la voie du sort pour l'obligataire qui obtient son remboursement au bout de peu de temps. Celui qui touche 500 francs pour une obligation qu'il n'a payée que 300, va pouvoir placer ces 200 francs et augmenter ainsi son revenu. Cela est vrai, mais puisque la somme est due à tous les souscripteurs, celui qui bénéficie d'un remboursement anticipé, n'obtient plus que les autres qu'à la condition de placer la somme qu'il vient de recevoir. Par conséquent, il tiendra son bénéfice « non du hasard, mais de son effort et de son activité » (Labbé).

Il y a plus, si l'obligataire remboursé ne cherche pas un placement pour la somme totale (argent prêté et prime), qu'il vient de recevoir, elle restera improductive entre ses mains, tandis que celui que le sort n'a soi-disant pas favorisé, continuera à percevoir l'intérêt de l'argent qu'il a prêté. Et alors l'inégalité entre les obligataires se trouvera établie dans un sens opposé à celui qu'invoquent les partisans de l'illéga-

lité. Ainsi aucune des raisons qui ont été données, ne peut donc arriver à démontrer l'illégalité des obligations à primes et leur prohibition par la loi de 1836.

Toute différente est la situation en ce qui concerne les obligations à lots. Il y a véritablement loterie dans cette hypothèse; en effet, celui qui touche le lot, réalise un bénéfice à l'aide d'un sacrifice pécuniaire hors de proportion avec l'enrichissement procuré. Ce bénéfice, il le doit au hasard d'un tirage au sort auquel il est engagé à participer par un appel fait au public. Il en résulte que pour que l'émission de valeurs à lots soit licite, il faut une autorisation législative, dérogeant à la loi de 1836. Cette opinion qui est maintenant unanimement adoptée, est relativement récente.

Après la loi de 1836, un certain nombre de villes avaient été autorisées à émettre des obligations à lots, par le pouvoir législatif, il est vrai, mais ce qu'il faut bien remarquer, c'est que le législateur intervenait, non pas pour lever une prohibition, mais simplement pour remplir un acte de tutelle administrative que le régime municipal alors en vigueur rendait nécessaire. Ce qui le prouve bien, c'est que pour certains de ces emprunts les lois votées ne parlaient nullement de lots. C'était l'autorité administrative seule qui avait autorisé ces villes à adjoindre des lots à leurs obligations.

A côté des obligations municipales, il faut citer les valeurs à lots que certaines grandes Sociétés

financières avaient été autorisées par avance à émettre. Tels le Crédit Foncier de France, investi par un décret du 28 mars 1852 du droit de mettre en circulation des obligations à lots moyennant l'autorisation préalable du gouvernement; et le Crédit Foncier colonial qui, quelques années plus tard, avait obtenu le même privilège. De même le gouvernement avait autorisé par simples décrets, la négociation en France d'un grand nombre de valeurs à lots étrangères. Ainsi il semblait bien que dans la pensée du gouvernement la loi de 1836 ne pouvait pas s'appliquer aux emprunts à lots.

Du reste, en 1865, le gouvernement impérial fut amené à s'expliquer directement sur la question. A propos d'une demande de crédits pour l'expédition du Mexique, l'opposition avait reproché au gouvernement d'avoir autorisé l'émission en France de l'emprunt mexicain, par un simple décret, alors que les obligations à lots tombant sous la prohibition des loteries, il aurait fallu une loi spéciale. Le ministre d'Etat, M. Rouher, avait répondu que ce que la loi de 1836 prohibait, c'était la loterie pure, c'est-à-dire une opération dans laquelle, à l'aide d'une mince somme, sacrifiée d'une manière définitive, on se crée une chance aléatoire. Or, dans l'emprunt à lots, il s'agit d'un placement sérieux; il y a un intérêt annuel versé et la mise du prêteur, alors même que la chance ne le favoriserait pas, n'est pas

perdue. En toute hypothèse, il a droit au remboursement de son argent. Le sort peut bien, il est vrai, influencer sur la situation des obligataires, mais il s'agit là d'une combinaison, qui n'est ni le but, ni la pensée, ni la raison d'être de l'entreprise.

Pour fonder cette opinion, l'orateur du gouvernement expliquait la loi de 1836 de la manière suivante. Il partait de ce principe que la loi de 1836 étant une loi pénale, il était impossible d'en étendre l'application en dehors de ses termes. Or, on ne pouvait, déclarait-il, faire rentrer les obligations à lots ni dans les termes de l'art. premier ni dans ceux de l'art. 2. L'art. 1^{er} prohibe les loteries, mais le mot « loterie » ne peut s'appliquer qu'aux opérations dans lesquelles les joueurs s'exposent pour le cas où le sort se prononcerait contre eux à perdre la totalité de leur mise. Dans l'emprunt à lots, nous avons dit précédemment qu'il n'en est pas ainsi. L'art. 2, lui, contient une énumération et une formule générale. L'énumération est essentiellement limitative et les obligations à lots n'y figurent pas. Peut-on au moins les comprendre dans la formule générale qui termine l'article « toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain à acquérir par la voie du sort ». Nullement. Le public ne voit pas dans ces emprunts un gain à acquérir par la voie du sort, mais un placement sérieux.

Que valait cette argumentation ? Elle était absolu-

ment condamnée par les travaux préparatoires de la loi. Nous avons vu, dans l'exposé des motifs, que, principales ou accessoires, toutes les opérations, qui choisissent le sort pour instrument, rentrent dans la prohibition de la loi. Du reste les termes de l'article premier sont conçus d'une manière générale. L'article prohibe les loteries de toute espèce, sans faire aucune distinction, sans que rien laisse supposer qu'il n'a en vue que les loteries dans le sens étroit du mot.

Enfin, un argument absolument convaincant se tire des paroles mêmes du rapporteur. « Par sa généra-
« lité même, l'art. 2 interdit pour l'avenir les créations
« de rentes à primes faites au nom de quelques com-
« munes, pour attirer les bailleurs de fonds. C'est un
« exemple fâcheux que l'on ne pourra plus présenter
« au peuple ». Le débat au Corps législatif, que nous venons de rapporter, ne fut sanctionné par aucun vote.

En 1868, la question revint à l'ordre du jour avec la demande d'autorisation faite au Corps législatif par la Compagnie du Canal de Suez. La Compagnie, devant les attaques dirigées contre les emprunts à lots, devant les discussions juridiques qui avaient lieu sur la question de savoir, si les obligations à lots étaient ou non prohibées par la loi de 1836, voulut que sa situation fût fixée d'une façon irrévocable, et c'est pour cela, qu'elle demandait au législateur d'intervenir. Peut-être aussi n'était-elle pas fâchée de pouvoir invoquer,

à l'égard des futurs souscripteurs l'appui et la recommandation tacite du gouvernement impérial.

Le projet fut voté à une majorité considérable. Quelle théorie ressortait de ce scrutin ? Le pouvoir législatif avait-il entendu condamner la pratique gouvernementale ou au contraire la consacrer ? — Personne ne pourrait répondre catégoriquement ; le gouvernement, en effet, avait escompté le résultat du vote à son profit, en posant le dilemme suivant : ou bien la loi de 1836 n'était pas applicable en l'espèce, et alors le vote allait de soi ; ou bien au contraire la loi de 1836 prohibait les emprunts à lots, et alors en considération de la grandeur de l'entreprise, un vote affirmatif était encore nécessaire.

La question était donc restée entière, bien que certains auteurs, dès cette époque, aient déclaré que l'illégalité des emprunts à lots semblait bien ressortir de la discussion au corps législatif. La controverse continua ainsi jusqu'en 1876, époque à laquelle la Cour de cassation trancha la question dans le sens de la prohibition. La Cour déclarait : Que les termes de la loi de 1836 étaient généraux et absolus et ne distinguaient pas entre les lots, objet principal de l'opération et ceux qui n'en étaient que l'accessoire ; qu'il en résultait que les emprunts à lots rentraient dans la prohibition de la loi de 1836.

A la suite de la Cour de cassation, les Chambres affirmèrent cette doctrine, à propos de l'autorisation

donnée à la compagnie du Canal de Panama d'émettre des obligations à lots. En résumé si l'émission des obligations à primes peut se faire librement, il n'en est pas de même des obligations à lots ; leur émission ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation expresse du pouvoir législatif. Dans ces dernières années un grand nombre de villes et d'entreprises financières ou commerciales furent autorisées à émettre des valeurs à lots. Ces exceptions à la loi peuvent-elles se justifier ?

On a reproché aux emprunts à lots de faire miroiter « aux yeux des pauvres et des besoigneux la « possibilité d'un gain sans travail et de corrompre « par là le peuple ». C'est déjà ce que l'on reprochait à la loterie et les auteurs qui sont partisans de cette opinion déclarent, qu'au point de vue économique, il faut assimiler résolument les emprunts à lots et les loteries. Peut-être à un point de vue théorique et idéal ont-ils raison ; mais si l'on descend à la réalité des choses, on ne peut s'empêcher de reconnaître que les emprunts à lots, loin d'encourir des reproches d'immoralité, ont plutôt des effets bienfaisants.

En effet, les valeurs à lots stimulent l'épargne : c'est la perspective de la possibilité de gagner un lot, qui pousse bien des petites gens à économiser les fonds nécessaires à l'achat d'une obligation. Que cette épargne soit due à l'appât du gain et à la fièvre du jeu, il est permis de le supposer, mais le résultat n'en est pas

moins excellent. Pour se rendre acquéreur d'une obligation, il faut avoir peiné, avoir amassé une somme relativement importante.

« Bien des petites fortunes, dit M. Leroy-Beaulieu, ont pour origine l'appât exercé par un lot; quand on a pris goût aux valeurs mobilières sous cette forme, on s'habitue bientôt à toutes les autres; on a fait le premier pas dans la voie de l'épargne, et bientôt l'on en fait d'autres ». Puis plus loin le même auteur compare les obligations à lots au « lopin de terre des paysans ». Loin d'éloigner l'homme du travail, les emprunts à lots l'y poussent donc. Les souscripteurs doivent-ils souffrir si le sort ne leur est pas favorable? Nullement, car tandis que dans une loterie ordinaire leurs mises seraient perdues, ici ils sont assurés de conserver leur argent. Ils perdent seulement les illusions qu'ils avaient pu se faire, et encore espèrent-ils bientôt que le nouveau tirage qui approche leur sera plus favorable. Nous concluerons donc en déclarant que les emprunts à lots, loin d'être nuisibles, sont au contraire très utiles. Tout ce que l'on peut demander au législateur, c'est qu'avant d'accorder l'autorisation qu'on sollicite de lui, il se renseigne sur la valeur de l'entreprise en question.

La loi qui autorise une émission d'obligations à lots contient donc une dérogation formelle à la loi de 1836 et par conséquent, elle doit être interprétée d'une manière restrictive. Toutes les clauses et toutes

les opérations qui ne peuvent pas être considérées comme satisfaisant aux conditions déterminées par le législateur doivent être sévèrement prosrites. Tout ce qui n'est pas expressément autorisé doit être considéré comme interdit.

Cette question de l'interprétation de la loi d'autorisation a une grande importance. De notre temps, le commerce des valeurs à lots a pris une grande extension. Le public, attiré par tout ce qui contient quelque chose d'aléatoire, s'est porté vers elles. Malheureusement leur acquisition exige une somme relativement importante. Pour les mettre à la portée de tous, pour faire participer aux chances de gain un plus grand nombre de personnes, les banquiers ont imaginé toutes sortes de combinaisons. Ce sont ces combinaisons qu'il va falloir maintenant examiner ; nous passerons en revue les principales et nous rechercherons si elles contreviennent aux dispositions de la loi d'autorisation et par conséquent si elles tombent sous les peines de la loi de 1836.

Mais auparavant, il nous faut résoudre une première difficulté. Les valeurs qui se négocient ont été autorisées régulièrement. Par conséquent, a-t-on dit, elles sont retombées dans le commerce, et il n'est pas admissible que l'on vienne en gêner la circulation par des restrictions quelconques. Voici le raisonnement que font les partisans de cette opinion. Le porteur d'obligations qui les a souscrites en est bien devenu

propriétaire. Or l'art. 544 du Code civil dit que le propriétaire a le droit de jouir et de disposer de sa chose de la façon la plus absolue. Par conséquent, il doit avoir le droit de la vendre quand il le veut, et comme bon lui semble. Pour montrer l'erreur du système précédent, il suffit de lire en entier l'art. 544. Il se termine ainsi : « pourvu qu'on « n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et par « les règlements. » Or cette phrase s'applique parfaitement à notre hypothèse.

Qu'est-ce qu'en définitive qu'une valeur à lots : c'est un emprunt auquel est annexée une loterie ; mais au regard de la loi, c'est la loterie qui est la partie principale de l'opération. La loterie étant prohibée, le législateur a cru qu'il était utile de faire fléchir les rigueurs de la loi pour une entreprise déterminée, mais il a fixé en même temps certaines conditions auxquelles devront obéir les organisateurs de l'emprunt. Si les conditions fixées ne sont pas observées, l'opération tombe sous le coup de la loi de 1836. Ce qui est défendu aux organisateurs, l'est également aux porteurs. Ceux-ci pas plus que les premiers ne pourront, en recourant à des combinaisons diverses pour vendre leurs titres, dénaturer les obligations, violer les conditions de la loi d'autorisation.

Ce principe a été formulé par la Cour de Cassation dans un arrêt de 1882 (S. 1883. 1. 233) « Attendu, dit « la Cour, que les conditions arrêtées par les lois spé-

« ciales, pour la création de certaines obligations doi-
 « vent être rigoureusement observées, qu'il ne saurai
 « être permis de les modifier dans leurs parties
 « essentielles et notamment d'y ajouter des chances
 « de gains, autres que celles déterminées par le légis-
 « lateur, qu'une modification de cette sorte dénature
 « le caractère de la valeur autorisée et constitue une
 « opération aléatoire nouvelle, tombant à défaut d'au-
 « torisation sous l'application de la loi de 1836. »

Quelles sont les conditions qui doivent être consi-
 dérées comme substantielles et auxquelles il ne peut
 être apporté aucune modification sans s'exposer à
 tomber sous le coup de la loi de 1836? Tous les auteurs
 sont d'accord pour considérer comme essentielles les
 conditions suivantes : I. L'unité du titre. — II. Sa
 valeur nominale et son taux de remboursement. —
 III. Les intérêts annuels qui y sont attachés. — IV. Les
 chances de gains attachées à la possession du titre.

Telles sont les conditions auxquelles on ne peut
 déroger. Mais ce qu'il faut observer, c'est que toutes
 les combinaisons qui ne portent pas atteinte à l'une
 d'elles sont absolument licites et peuvent être mises
 en pratique par les vendeurs. En résumé, nous pose-
 rons le principe suivant : Le vendeur, de même que
 l'émetteur doit observer dans ses opérations les con-
 ditions fixées par le législateur et auxquelles celui-ci
 subordonne la dérogation à la loi.

Nous allons faire application de ce principe en

recherchant quelles sont les combinaisons permises et quelles sont celles qui sont illicites. Nous passerons ainsi en revue les plus connues.

I. *Première combinaison.* — La première combinaison imaginée, consistait à diviser le titre en deux. Ce fut en 1864 qu'elle apparut, et elle portait sur des obligations du Crédit Foncier. D'un côté, on mettait la chance des lots, de l'autre la valeur du titre et les intérêts. Il y avait donc deux catégories d'acheteurs ; aux uns, on proposait une créance productive d'intérêts, aux autres un billet de loterie. Les chances de gains étaient divisées par moitiés, cinquièmes, dixièmes et les banquiers qui exploitaient cette combinaison fixaient librement le prix de chaque fraction. C'est ainsi qu'on a vu des billets de chance se vendre jusqu'à vingt-cinq centimes. C'était la loterie réorganisée, se mettant en harmonie avec les idées modernes.

Le parquet de la Seine poursuivit les organisateurs de cette nouvelle loterie et successivement le Tribunal de la Seine, la Cour de Paris et la Cour de cassation se rangèrent avec raison à son avis.

Le prévenu avait appuyé sa défense sur deux faits. Il soutenait, d'abord, qu'on ne saurait voir une loterie dans les coupures qu'il émettait. Il prétendait que le tirage autorisé par le décret organique du Crédit foncier pour ses obligations, constituait une opération aléatoire, mais qui ne rentrait point dans les loteries proprement dites. En effet dans une loterie, il y a

toujours un gagnant et un perdant, tandis que dans les tirages d'obligations il n'y a pas de perdant. Et dès lors, disait-il, on ne pouvait soutenir raisonnablement qu'il y avait une loterie dans le fait d'établir des combinaisons diverses à l'aide desquelles on multipliait le nombre des personnes admises à participer à cette opération absolument licite. Ce moyen était condamné par la généralité des termes de l'art. 2 de la loi de 1836 et par les explications données lors des travaux préparatoires.

En second lieu, et en admettant que le tirage des obligations constituât une loterie, il soutenait que l'opération qu'il offrait au public était un véritable contrat de cession. Il prétendait que, propriétaire d'un titre, il avait le droit de le transporter soit à un seul en totalité, soit à plusieurs et par fractions, et qu'en agissant ainsi la loterie était exactement la même que celle que le décret avait attaché aux obligations du Crédit foncier, c'est-à-dire une loterie autorisée.

A cela, on peut répondre qu'évidemment le porteur d'un titre peut le céder en totalité ou par fractions, mais ce qui est interdit, c'est de faire des cessions fractionnées, quand ce fractionnement amène la violation de la loi prohibitive des loteries et il en est ainsi ici. Toute la question revient à savoir si les modifications sont assez légères pour être considérées comme insignifiantes ou assez sérieuses

pour atteindre jusque dans sa substance la loterie permise.

Or, trois modifications à la loi d'autorisation peuvent-être relevées dans cette combinaison.

D'abord la nature du titre est changée. L'obligation, c'est le prêt d'une somme déterminée, consenti par chaque souscripteur et remboursable à une époque ultérieure, auquel sont attachés des intérêts annuels et un bénéfice aléatoire. Or en séparant ces deux choses, comme dans la combinaison qui nous occupe, le titre créé n'existe plus. A sa place apparaissent deux titres nouveaux ; une obligation ordinaire et un billet de loterie, résultat tout différent de celui qu'avait prévu le décret d'autorisation.

Quant à la mise, elle était également modifiée. La mise, c'est le prix d'achat de l'obligation, prix fixé d'avance, n'éprouvant d'autres variations que celles produites par le mécanisme de l'offre et de la demande. Au contraire, le prix des chances de gain émises par le spéculateur dépendait du fractionnement plus ou moins grand de l'obligation, c'est-à-dire de son bon plaisir.

Enfin le décret dictatorial de 1852, qui autorise le Crédit foncier à émettre des obligations à lots, fixe un taux (cent francs) au dessous duquel le prix ne peut pas être abaissé. L'auteur du décret voulait ainsi préserver contre la contagion du jeu

ceux qui ne peuvent disposer que d'une faible somme ; il voulait éviter qu'ils viennent perdre dans une loterie le gain de chaque jour ou les économies de la semaine. En fixant jusqu'à 25 centimes, le prix du billet, est-ce que le spéculateur ne se mettait pas en opposition de vue avec le décret ?

Du reste l'acheteur d'une obligation est sûr de conserver sa mise, ici elle devait être infailliblement perdue, si le sort ne tournait pas un regard favorable vers ceux qui s'étaient laissé tenter.

II. — *Deuxième Combinaison.* — Une nouvelle combinaison ne devait pas tarder à surgir ; quoique moins grave que la précédente, elle a été encore condamnée par la Cour de cassation. Il s'agissait du fractionnement des titres ; mais d'une toute autre manière que précédemment. Au lieu de séparer les chances de lots du droit au remboursement et aux intérêts, le fractionnement donnait droit à une part proportionnelle du revenu aussi bien que des lots. Le 28 décembre 1865, la Cour de Paris considéra que cette opération tombait sous la prohibition des loteries, et la Cour de cassation confirma son arrêt.

En effet, la loi de 1836 était encore dépassée et sous divers points de vue. D'abord les obligations divisées ainsi en dixièmes ou en vingtièmes se présentent avec des caractères tout différents de ceux

des obligations entières. Dans les emprunts autorisés, la partie principale de l'opération est un placement sérieux; par l'élévation de leur taux, les obligations s'adressent au public aisé, qui ne considère les lots que comme un accessoire. En fixant la valeur du titre à une somme relativement importante, le législateur a voulu écarter ceux qui n'auraient vu dans l'opération qu'une combinaison aléatoire.

Dans les obligations divisées, au contraire, le placement disparaît, et les acheteurs de coupures, attirés par la modicité du prix, n'ont en vue que les chances de lots. Comme l'a dit M. Frèrejouan du Saint, celui qui, moyennant cinq francs acquiert le vingtième d'une obligation, envisage beaucoup moins la perspective d'augmenter son revenu de dix ou quinze centimes, que la chance de gagner le vingtième du lot qui peut échoir à l'obligation dont il vient d'acquérir une partie.

D'autre part, tandis que les porteurs d'obligations entières ont comme débiteur le gouvernement ou la ville qui émet l'emprunt, dans l'hypothèse que nous examinons, le recours n'est possible que contre le banquier dont la solvabilité est moins certaine. En effet, pour agir directement contre l'établissement débiteur, il faudrait réunir toutes les parties de l'obligation.

Dans des circonstances semblables, la Cour de cassation, par arrêt du 4 mai 1866, rejeta un système

de défense au moyen duquel le banquier poursuivi entendait légitimer son opération. Il prétendait qu'il n'avait ni dénaturé, ni fractionné les titres, qu'il avait entendu transférer des obligations entières et ne fractionner que le paiement pour en mettre l'acquisition à la portée de toutes les bourses. Mais cette prétention était démentie par les faits. Il songeait si peu à transférer des obligations entières qu'il distribuait indistinctement à toutes les personnes les fractions d'une même obligation au fur et à mesure que les acheteurs se présentaient à ses guichets; de telle sorte qu'en définitive, les porteurs de vingt coupures n'avaient nullement droit à une obligation entière, mais seulement au vingtième du revenu et des chances de lots attachés à vingt titres différents.

Troisième Combinaison. — Nous arrivons à la vente à tempérament des valeurs à lots. C'est là une des opérations auxquelles la négociation de ces valeurs a le plus fréquemment donné naissance. Généralement le vendeur concède de longs délais. L'acheteur doit se libérer par acomptes successifs. En elle-même cette opération est parfaitement licite. Il est impossible de soutenir qu'un changeur ou un banquier n'ait pas le droit de concéder un terme pour le paiement du prix. Au point de vue social même, cette combinaison paraît bienfaisante, parce qu'elle encourage les gens peu fortunés à mettre de côté chaque mois les quelques

francs qu'ils se sont engagés à verser pour acquérir la propriété d'un titre.

Mais si le principe de la vente à tempérament en lui-même, ne viole aucunement la loi de 1836, de vives controverses s'étaient engagées à propos de clauses accessoires, que les banquiers qui pratiquaient ces sortes d'opérations avaient imaginé d'introduire dans leurs contrats. Certes, ces clauses ils ne les inséraient généralement pas dans l'intérêt de l'acheteur. Si dans quelques cas l'intérêt était commun aux deux parties, combien plus étaient fréquents ceux où l'intérêt seul du vendeur apparaissait. Les banquiers profitaient de l'attraction qu'exerce nécessairement, sur la classe laborieuse, la possibilité de gagner un lot pour se livrer sous le couvert de la vente à tempérament à une exploitation en règle de leurs malheureux clients, recrutés par leurs courtiers jusque dans les campagnes ; ils profitaient également du silence de la loi de 1836, de cette loi qui avait été rédigée à une époque où les valeurs à lots ou tout au moins les spéculations auxquelles elles pouvaient donner lieu étaient inconnues.

Il est juste de dire que les tribunaux s'efforçaient d'appliquer de plus en plus largement la seule loi qu'ils avaient à leur disposition pour réprimer tous les abus qui se commettaient. Malgré leur bonne volonté, certaines clauses désastreuses pour les acheteurs avaient été reconnues licites. Pour d'autres la

controverse continuait et un retour de jurisprudence pouvait toujours se produire.

Une réforme s'imposait. Dès le 25 octobre 1890, M. Royer, député de l'Aube, déposait une proposition de loi qui avait pour but de réglementer les ventes à tempérament. Ce n'est qu'en 1900, après de multiples incidents parlementaires, après de nombreux renvois du Sénat à la Chambre des députés que la réforme put aboutir. La loi du 12 mars 1900 est intitulée : Loi ayant pour objet de réprimer les abus commis en matière de ventes à crédit de Valeurs de Bourse.

Cette loi ne prévoit pas, tant s'en faut, toutes les clauses que l'on rencontre dans les ventes à tempérament; son but a été de porter un remède immédiat aux dangers les plus graves qui menaçaient les gens peu expérimentés auxquels de préférence s'adressent les vendeurs à tempérament. Pour d'autres la controverse reste entière et pour apprécier leur légalité nous n'avons toujours que la loi de 1836.

Nous diviserons donc l'étude des ventes à tempérament en deux sections. Dans la première nous examinerons quelles sont les clauses qui, maintenant, sont réglementées par la loi nouvelle, et nous expliquerons ses dispositions en montrant l'insuffisance de la législation antérieure. Dans la seconde nous passerons rapidement en revue les clauses qui, n'ayant pas été prévues par la loi du 12 mars 1900, sont restées soumises à la loi de 1836.

SECTION I. — **Clauses visées par la loi de 1900.**

Majoration du prix.— L'un des principaux inconvénients auxquels on voulait porter remède, c'était la majoration du prix qui atteignait dans certains cas des proportions importantes. Les vendeurs faisaient miroiter aux yeux des clients, les nombreux tirages au sort auxquels ils pourraient concourir avec leurs titres ; mais, ce qu'ils cachaient soigneusement, c'était le prix réel du titre qu'ils offraient, et ce n'était quelquefois que bien longtemps après s'être engagé que le malheureux qu'avaient su séduire les paroles habiles de son vendeur, s'apercevait qu'il avait été trompé et qu'il avait payé son titre le double de sa valeur.

En face de ce danger les tribunaux ne pouvaient rien. On avait bien essayé de soutenir que majorer le prix, c'était apporter aux conditions essentielles de la loi d'autorisation, une modification, puisque, comme nous l'avons dit précédemment, la valeur du titre est une des conditions auxquelles il est interdit de porter atteinte. Mais cette manière de voir n'avait pas été et ne pouvait pas être admise. En effet ce que la loi interdit, c'est seulement la spéculation sur la valeur nominale du titre, tandis que dans l'hypothèse que nous examinons, il s'agit simplement d'une modification du prix, chose essentiellement variable et qui ressent toutes les secousses de l'offre et de la demande. Le titre que

le banquier consentait ainsi à vendre à crédit pour un prix supérieur au cours de la Bourse, était bien, en définitive, le même titre que celui dont l'émission avait été autorisée; il n'y avait donc pas violation de l'une des conditions de la loi d'autorisation. Par conséquent la loi de 1836 était inapplicable.

Pour permettre à l'acheteur de contracter en connaissance de cause et de voir si la majoration du prix qu'on veut lui faire subir en compensation du crédit qu'on lui offre, ne lui paraît pas excessive, la loi nouvelle dans son art. 2, exige que l'acte de cession, devant être fait conformément au droit commun en double original, chacun des originaux contienne : 1° l'un des cours cotés à la Bourse de Paris dans les quatre jours précédant la cession et à défaut le dernier cours coté ; 2° le prix total de vente de chacune des valeurs, y compris tous frais de timbre et de recouvrement par la poste ou autrement.

D'autre part, le vendeur pouvait accorder à l'acheteur pour se libérer le temps qui lui convenait. Aucune restriction légale ne s'imposait aux parties. On pouvait ainsi échelonner le paiement du prix sur cinq ou six années. L'art. 3 décide au contraire que les paiements fractionnés ne peuvent être échelonnés sur une durée de plus de deux ans. Pourquoi cette restriction ? Nous en apercevons deux raisons principales. D'abord le législateur de 1900 s'inspirait de ce même esprit qui a conduit à exiger que les valeurs à lots aient un prix

assez élevé. En étendant le délai du paiement outre mesure, on fait descendre les acomptes à un taux infime et on permet ainsi aux gens besoigneux, à ceux que le législateur veut toujours éloigner des opérations aléatoires, de participer à des tirages de lots. Voici ensuite une raison plus positive. Nous avons dit précédemment qu'une des préoccupations principales de la loi dont nous nous occupons a été de gêner la majoration du prix. Or il est évident que plus le vendeur accorde de temps, plus il est amené à exiger un prix supérieur à la véritable valeur du titre.

Interdiction de stipuler un délai pour la détermination du titre. — Chaque original doit contenir le numéro de chacune des valeurs vendues. Cette disposition n'a pas eu pour but de supprimer une pratique jugée dangereuse. Certes les banquiers avaient bien essayé d'insérer dans leurs contrats de vente une stipulation qui leur aurait assuré un certain délai pour la détermination du numéro du titre. Ce délai leur aurait permis de continuer après la vente à profiter des avantages du titre cédé ou même de vendre un titre qu'ils ne possédaient pas encore et qu'ils chercheraient ensuite à se procurer. Double avantage pour le vendeur, double inconvénient pour l'acheteur. Celui-ci avait acheté et il ne profitait pas de son achat; le vendeur devait lui désigner le titre à l'époque convenue et souvent il ne le pouvait pas parce qu'il n'avait pas pu se le procurer.

La jurisprudence n'avait pas hésité à condamner une pareille clause et pour ce faire, elle avait eu recours à la loi de 1836. « Attendu que la loi d'autorisation, dit la Cour de Limoges, a nécessairement entendu que dès le jour de la convention, l'acheteur fût en possession du titre et jouît de tous les avantages qui y sont attachés. »

Pourtant il ne faudrait pas taxer d'inutile, cette formalité qui consiste à insérer dans le contrat le numéro du titre vendu, sous ce prétexte que la jurisprudence avait déjà déclaré cette détermination obligatoire. Il n'est jamais inutile de fixer législativement une solution de jurisprudence qui paraît bonne. D'autant plus qu'une partie de la doctrine continuait à soutenir que la clause en question ne dérogeait pas à la loi d'autorisation et par conséquent ne tombait pas sous la prohibition de la loi de 1836.

Les auteurs partisans de cette opinion voyaient dans l'opération une vente d'une chose indéterminée. Dans une vente de ce genre, disaient-ils, le contrat est parfait dès l'accord des volontés, mais la propriété de l'objet vendu ne sera transférée que quand cet objet sera individualisé. On était en présence d'une vente productive d'obligations et non d'une vente translatrice de propriété, combinaison absolument licite. La loi d'autorisation n'était aucunement violée; il n'y avait pas dislocation du titre. Le vendeur res-

tait propriétaire jusqu'à la détermination du titre, il conservait les intérêts et participait aux tirages.

A partir de ce moment, il transférait la propriété tout entière à l'acquéreur. Quoiqu'il en soit la loi nouvelle supprime toute controverse sur ce point.

Interdiction au vendeur d'engager le titre. — Les vendeurs à tempérament n'ont pas l'habitude de livrer immédiatement le titre vendu. Ils attendent, pour faire cette livraison, d'avoir touché l'intégralité ou tout au moins la plus grande partie du prix. Pour utiliser ce titre qu'ils gardaient ainsi par devers eux certains vendeurs avaient pris l'habitude d'insérer dans le contrat une clause qui permettait la mise en gage du titre vendu. Au moyen de cette clause, le vendeur qui avait déjà transmis la propriété de son titre, allait pouvoir encore s'en servir pour gager des avances d'argent à lui faites. Dans ces circonstances, l'acheteur courait des risques. Il s'exposait à ce que le vendeur ne pouvant rembourser les avances qui avaient été consenties, le titre qu'il avait légitimement acquis soit vendu.

Certains auteurs avaient bien essayé de soutenir que la clause en question était nulle parce qu'elle supposait que le vendeur avait conservé un certain droit de propriété sur le titre. Et en effet, disaient-ils, on ne peut donner en gage la chose d'autrui. Or la vente à tempérament n'est valable qu'à la condition de transférer intégralement la propriété du titre, du

vendeur à l'acheteur, en même temps que les avantages qui y sont attachés. Pour ces auteurs, la clause en question dénaturait donc la loi d'autorisation, car elle arrivait en définitive à séparer la libre disposition de l'obligation qui restait au vendeur, des chances de lots qui passaient à l'acheteur.

La jurisprudence, avec raison selon nous, n'avait pas admis cette opinion. Sans doute, disait-elle, on ne peut mettre en gage la chose d'autrui, mais seulement sans le consentement du propriétaire. Or ici en consentant à l'insertion dans son contrat de la clause dont il s'agit, l'acheteur ratifiait par avance la constitution de gage qui pourrait être faite; il s'engageait à garantir par un nantissement la dette d'autrui. La loi nouvelle n'a pas voulu laisser les acheteurs exposés aux dangers que pouvait présenter cette clause. Aujourd'hui le vendeur à tempérament est tenu de conserver le titre vendu; il ne peut ni s'en dessaisir ni le mettre en gage. Il doit le représenter à toute réquisition de l'acheteur.

Obligation de conserver le titre vendu et d'en indiquer immédiatement le numéro. Réduction dans la mesure du possible de la majoration du prix. Limitation de la période de crédit; tels sont les principaux points réglés par la loi nouvelle. Mais, comme nous l'avons dit, elle a laissé de côté bien des clauses. A leur sujet on peut toujours se demander si elles sont permises ou, au contraire, si la loi de 1836 les interdit.

C'est d'elles dont nous allons nous occuper dans une seconde section.

SECTION II. — **Clauses non prévues par la loi de 1900.**

I. — *Faculté réservée à l'acheteur de renoncer au contrat après un ou plusieurs versements.* — Les parties peuvent-elles convenir que l'acheteur pourra se délier du contrat, par le non paiement d'un ou de plusieurs acomptes, mais à condition de perdre les sommes déjà versées? — Un parti important dans la doctrine et un certain nombre de décisions judiciaires condamnent l'insertion de la clause qui nous occupe.

On dit, pour en démontrer l'illégalité, qu'elle déroge à l'une des conditions essentielles de la loi d'autorisation : l'unité du titre. En effet, elle aboutit à séparer les chances de lots du droit au remboursement du capital et aux intérêts. L'acheteur qui renonce à acquérir la propriété d'un titre, moyennant le sacrifice de ses déboursés, se trouve dans la même situation que s'il avait pris un billet de loterie. Il a pu, moyennant finance, courir la chance de gagner un lot. La vente qui contient cette clause n'est donc pas sérieuse.

« La vente doit-être ferme de part et d'autre, dit
« M. Labbé, et il faut éviter de légitimer une opéra-
« tion, dans laquelle l'acheteur peut se désister en

« perdant une somme minime par lui versée. C'est
« une mise à la loterie, avec la faculté de devenir
« propriétaire d'un titre. »

De même nous trouvons dans un arrêt de la Cour de Limoges (1) le motif suivant : « Attendu, qu'en don-
« nant à l'acheteur la faculté de renoncer au contrat,
« le prévenu se trouvait avoir remis un simple billet
« de loterie, puisque, pour courir la chance du tirage,
« l'acheteur n'avait qu'à déboursier une somme relati-
« vement minime. »

On a pourtant soutenu la légalité de cette clause. Il n'est pas exact de dire, écrit M. Lévy-Ullmann, que le droit de renoncer au contrat, altère l'intégralité du titre ; l'acheteur a joui des intérêts, en même temps que de la chance de lots attachée à l'obligation vendue. Cela peut se concevoir en théorie, mais n'arrive-t-il pas toujours que l'acheteur qui renonce au contrat, n'a touché aucun intérêt. Il avait pris son titre quelques jours avant le tirage, il le rend quelques jours après parce qu'il n'a rien gagné. Moyennant une certaine mise, il a participé à une loterie.

En second lieu, on peut dire que la loi d'autorisation se trouve encore violée dans son esprit, car elle exige un placement sérieux et d'une certaine importance. Or, il est manifeste que l'acquéreur qui moyennant le paiement d'un acompte a couru la

(1) 1^{er} mai 1884.

chance du tirage, n'a pas fait le placement sérieux exigé par la loi d'autorisation. A cette objection, les partisans de la légalité répondent qu'il est bien permis au vendeur de céder son titre au prix qui lui convient, que le législateur dans la loi d'autorisation, n'a jamais envisagé la question du prix, mais seulement la valeur nominale. Cela est vrai, mais ici le vendeur n'a jamais voulu céder son titre pour un prix minime. Il ne considérerait pas les acomptes versés comme un prix de vente, puisque justement le contrat est résolu pour défaut de paiement du prix.

II. — *Stipulation d'une prime de remboursement au cas d'amortissement sans lot.* — D'après cette clause, qui ne se rencontre pas nécessairement que dans les ventes à tempérament, le vendeur s'engage à verser à tout acquéreur dont le titre sort au tirage au pair, une prime déterminée.

La jurisprudence a déclaré cette stipulation illicite. La raison qu'elle en donne est décisive. En promettant à l'acheteur cette prime, le vendeur introduit, dans le contrat, un aléa nouveau, non prévu par la loi d'autorisation. Il crée en définitive des lots que lui seul est obligé de payer et qui ne sont pas inhérents au titre qui a été émis par l'emprunteur; ce qui le prouve bien, c'est que seules les personnes qui auront acheté leur titre à un certain vendeur, bénéficieront de cet aléa nouveau.

On a taché de soutenir la légalité de cette clause

en déclarant qu'il ne s'agissait pas là de lots, mais d'une simple prime de remboursement, également acquise à tous les acheteurs d'un même banquier; or la prime de remboursement est reconnue licite. Sans doute la prime de remboursement est licite, mais seulement celle qui est attachée à tous les titres émis et non pas seulement, comme ici, à ceux vendus par une certaine personne.

On a dit encore qu'il y avait là, un contrat d'assurance. L'acheteur s'était soi-disant assuré contre le préjudice qu'il pourrait éprouver par le fait du remboursement, si à ce moment le titre était au dessus du pair. Mais on ne voit aucun contrat de ce genre, l'acheteur ne sacrifie pas une partie de son avoir pour s'assurer la possession du reste. Il recueille ici un avantage gratuit, qui lui est acquis par la voie du sort. Il y a donc contravention à la loi de 1836.

III. — *Associations entre acquéreurs.* — Une autre combinaison consistait à organiser une sorte de mutualité qui fonctionnait de la manière suivante : un banquier achetait un certain nombre de valeurs à lots, vingt par exemple et proposait à vingt personnes différentes de leur céder, moyennant une certaine somme, les chances de gain attachées à ces valeurs. L'organisateur de la mutualité parvenait à recouvrer ainsi à peu près l'argent qu'il avait déboursé pour l'achat de ces titres. Chaque participant avait droit à 1/20 des lots échus à la mutualité. L'opération, qui

était excellente pour l'organisateur puisqu'il acquérait ainsi gratuitement la propriété de vingt titres, présentait tous les caractères d'une loterie. En effet les participants n'avaient pas droit à la propriété des titres qui restait au banquier ; ils n'acquéraient que des chances de lots. Il y avait donc scission du titre. Aussi cette combinaison a-t-elle été condamnée par un jugement du tribunal de la Seine du 23 juin 1882.

D'autres banquiers, mieux avisés, ont cru être à l'abri des pénalités de la loi de 1836, en se constituant les simples gérants d'une mutualité du même genre. Voici comment ils procédaient : à chaque acheteur à tempérament ils offraient de s'associer à dix-neuf autres acheteurs de la même valeur. Ces vingt propriétaires d'un titre les mettaient en commun et se partageaient les lots acquis par l'association. Si les lots qui pouvaient leur échoir étaient moins forts, en compensation, ils avaient vingt chances au lieu d'une.

Dans l'hypothèse que nous examinons, à la différence de la combinaison précédente, chaque associé est bien propriétaire d'un titre et par conséquent il n'y a plus séparation des chances de lots du droit au remboursement et aux intérêts.

La Cour de Paris (23 nov. 1882), décida que l'organisation de cette mutualité était également interdite au vendeur des titres. La Cour invoquait en faveur de sa thèse l'argument suivant : « Si des obligations à
« lots peuvent, comme toutes autres valeurs être, pos-

« sédées en commun, un banquier n'a point le droit
« de spéculer sur les tirages de lots autorisés, en of-
« frant au public, par le moyen de ces tirages, des
« chances de gain fractionnées ».

La doctrine entière proteste contre cette solution. La loi de 1836 ne pourrait pas atteindre l'opération dont il s'agit. — L'association, telle que nous venons de la présenter, si elle multiplie les chances de gain, diminue en revanche l'importance des lots. Il est impossible de condamner une opération, qui se greffant en quelque sorte sur une acquisition licite de valeurs à lots autorisées, en élimine dans une certaine mesure l'aléa. Chercher à diminuer l'aléa, n'est-ce pas poursuivre un but tout autre que celui qu'on poursuit d'ordinaire en organisant une loterie.

« Elle marche en sens contraire de l'esprit de la
« loterie, dit M. Labbé. La loterie enflamme la cupi-
« dité par l'énormité des gains qu'elle offre. L'associa-
« tion rend les chances de gain plus fréquentes, mais
« en même temps les gains plus modérés. Une hypo-
« thèse peu réalisable mettra notre pensée en relief.
« L'association de tous les porteurs de valeurs à lots
« serait l'anéantissement de la loterie. Chacun ne rece-
« vrait plus que l'équivalent des intérêts retenus su-
« le capital. Donc, s'il est vrai que la mise en com-
« mun des chances autorisées, change les conditions
« fixées pour l'acquisition des lots, elle les change
« pour s'éloigner du type prohibé par la loi de 1836. »

Malgré ces arguments, quelques auteurs auxquels nous nous joignons, continuent à penser que la loi de 1836 doit s'appliquer dans notre cas. L'argument invoqué par la jurisprudence nous semble péremptoire.

Quoi qu'on en dise, et sans rechercher si vraiment le spéculateur qui gère une mutualité tend à diminuer l'aléa et par conséquent fait le contraire d'une loterie, il n'en reste pas moins vrai qu'il modifie l'une des conditions essentielles imposées par le législateur : l'importance et l'attribution des lots.

Et puis, peut-on vraiment dire que la mutualité, ainsi organisée, est conçue dans un esprit tout contraire à celui d'une loterie. Il nous paraît difficile de le soutenir. Sans doute la combinaison a pour effet immédiat de diminuer dans une proportion notable l'importance des lots, mais aux yeux du public, ce désavantage sera amplement compensé par la perspective de pouvoir gagner plus souvent.

M. Labbé invoque en faveur de sa thèse un dernier argument. La mutualité qui se fonde entre propriétaires de valeurs à lots est-elle licite? Evidemment, cela est admis par tout le monde. — Eh bien! dit-il, il est impossible de soutenir que celui qui provoque à une opération licite commet un délit.

Cette raison est peu convaincante. Sans doute si un certain nombre de propriétaires s'associent spontanément, la loi n'est pas violée, mais il n'en est pas ainsi dans l'hypothèse que nous examinons. C'est sur l'ini-

tiative d'un individu que la mutualité s'est formée. Celui-ci a fait appel au public, pour engager les acheteurs à entrer dans sa combinaison, combinaison qui avait pour résultat de modifier pour les porteurs l'attribution des lots attachés aux titres primitifs. Nous trouvons donc ici : appel au public, mises, modifications à l'attribution des lots acquis par le sort ; tous éléments constitutifs de la loterie prohibée.

Nous venons de dire que l'association qui se forme spontanément entre plusieurs personnes pour l'achat de valeurs à lots est licite. Cette combinaison est très répandue dans certaines régions de la France, principalement parmi la classe ouvrière. Vingt personnes s'associent pour l'achat d'une ou plusieurs obligations à lots dont elles se partagent les intérêts et les lots. On appelle ces associations : « Association des vingt ». La légalité de cette combinaison n'a jamais été contestée. On a toujours admis que des obligations à lots, comme toutes autres valeurs, peuvent être possédées en commun. Nous ne retrouvons plus ici, comme dans la combinaison précédente, les éléments constitutifs de la loterie prohibée ; nous sommes en présence d'une société ordinaire.

IV. — *Liquidation de l'opération en cas de non paiement d'acomptes.* — Cette clause a été suggérée aux banquiers par la pratique des affaires. Il arrive, en effet, souvent que l'acheteur à tempérament, soit par gêne, soit que la désillusion lui ait fait

regretter son marché, cesse d'opérer le paiement des acomptes. Dans ce cas quelle serait la situation des vendeurs à tempérament ? Ils pourraient toujours poursuivre l'acheteur récalcitrant, le faire condamner à l'exécution du contrat. Mais croit-on que ce moyen serait efficace ? Il est permis d'en douter. La plupart du temps l'insolvabilité du client exposerait le banquier à des frais faits en pure perte. Aussi, pour éviter ces désagréments, les spéculateurs, tout en gardant le titre par devers eux, insèrent-ils, dans le contrat, une clause par laquelle à défaut de paiement des termes à leur échéance, l'acheteur sera exécuté en bourse.

Cette clause est-elle licite ? Au seul point de vue où nous nous plaçons, au point de vue de savoir si la loi du 21 mai 1836 est applicable, il faut répondre que la clause, ne violant aucune des conditions de la loi d'autorisation, est parfaitement licite. Certains auteurs ont même ajouté qu'elle était très utile, parce qu'elle enlevait tout prétexte à la controverse en montrant d'une manière manifeste que les parties n'avaient nullement voulu jouer à la loterie. L'exécution en bourse est une sorte de moyen de contrainte pour obliger l'acheteur à payer la totalité du prix convenu.

Cependant la Cour de cassation, ne reconnaît pas la légalité de cette clause, mais elle fonde sa jurisprudence non pas sur la loi de 1836, qui, nous venons de le démontrer, est respectée, mais sur l'art. 2078 du Code civil. Nous allons exposer très rapidement cette

controverse, pour présenter la question d'une façon complète.

Le vendeur, dit la Cour de Cassation, détient l'obligation à titre de gage ; lorsque l'acheteur cesse de payer et que le vendeur vend le titre, il procède à la réalisation de son gage ; par conséquent il contrevient à l'art. 2078 du Code civil, qui interdit la vente de l'objet donné en gage sans l'autorisation de justice.

Répondons, avec M. Labbé, que la clause dont il s'agit se justifie, non pas comme réalisation du gage par le créancier, mais comme résolution de la vente pour inexécution, avec dommages-intérêts. La loi, en effet, permet de stipuler qu'une vente sera résolue de plein droit et sans sommation. D'un autre côté, les dommages-intérêts que l'acheteur doit payer au vendeur pour inexécution de la convention peuvent être fixés par une clause pénale. C'est ce qui a lieu dans notre cas ; il est convenu que le montant de la vente sera déduit de la somme restant à payer et que le surplus sera exigible de l'acheteur.

V. — *Remplacement du titre amorti pendant la période de crédit.* — Certains vendeurs à tempérament de valeurs à lots ont imaginé, pour s'attirer des clients, de promettre qu'ils remplaceraient, à leurs frais, les titres qui seraient amortis au pair pendant la période de crédit.

La jurisprudence a condamné cette clause. Le tribunal d'Angers, qui avait eu à en examiner la légalité

déclara que : « la stipulation relative au remplacement des titres sortis au pair, contient la promesse « et l'appât d'une ou plusieurs chances nouvelles ; « que l'aléa attaché à chaque obligation se trouve « grossi ; qu'ainsi l'une des conditions essentielles « déterminées par la loi d'autorisation est modifiée ».

La Cour d'Angers et la Cour de cassation qui s'occupèrent successivement de l'affaire, confirmèrent l'argumentation du tribunal.

La majorité des auteurs au contraire, proclame la légalité de la clause. L'avantage promis par le banquier ne constituerait pas l'appât d'un gain nouveau. Il n'aurait d'autre objet que de permettre au souscripteur de rester indéfiniment propriétaire de la même valeur par la substitution d'un nouveau titre au titre amorti. L'acheteur éviterait simplement une perte qui pourrait résulter pour lui de ce que le cours de l'obligation est au-dessus du pair : « Il y aurait là, comme on l'a dit, plutôt une assurance ».

Cette argumentation ne nous paraît pas exacte. Quand bien même l'acheteur ne réaliserait pas un bénéfice, il n'en reste pas moins vrai que les chances de gain sont modifiées. Alors qu'un acheteur à la bourse, une fois son titre amorti ne participera plus à aucun tirage, le client qui aura contracté avec notre banquier pourra toujours se voir attribuer un lot. Il y a là, selon nous, une dérogation à la loi qui avait autorisé l'émission des obligations en question, car le

législateur n'avait permis d'attribuer à chaque obligation qu'une seule chance, et voilà qu'avec la clause, qui nous occupe, l'acheteur d'une seule obligation pourra profiter de toute une série de chances.

VI. *Clauses relatives aux intérêts.* — Diverses combinaisons relatives à l'attribution des intérêts ont été pratiquées dans la vente à tempérament. Posons d'abord en principe que toute opération qui aurait pour effet de séparer les chances de lots du droit aux intérêts est absolument prohibée et qu'il faut que la propriété entière du titre soit transmise à l'acheteur. A la lumière de ce principe, nous allons résoudre les difficultés qui se sont présentées à propos des intérêts.

Il s'est trouvé des banquiers qui, tout en transférant la propriété d'un titre, stipulaient le droit de toucher, à leur profit, les intérêts de ce titre jusqu'à parfait paiement. Cette clause était illicite. En effet l'unité du titre n'était pas respectée. D'un côté l'acheteur participait aux chances des tirage, de l'autre le vendeur profitait des intérêts. Il était difficile de violer plus profondément la loi d'autorisation, puisque la situation de l'acheteur n'était en somme que celle d'un porteur de billet de loterie. Nous l'avons dit au début, la vente à tempérament n'est valable, qu'à la condition que l'acheteur soit investi de la pleine propriété de l'obligation, et pour cela, il faut qu'en même temps qu'il participe aux tirages des lots, il touche et profite du montant des coupons.

Une autre hypothèse s'est présentée. Il était stipulé que celui qui vendait le titre continuerait à toucher lui-même les intérêts, mais les imputerait sur la somme encore due par l'acheteur. Cette combinaison, qui avait l'avantage d'éviter un déplacement de fonds absolument inutile, a été déclarée illicite par certains tribunaux. Que lui reprochait-on ? On a dit qu'elle privait l'acheteur de la jouissance du titre, qu'il y avait, par conséquent, dislocation du titre. Ce reproche n'est vraiment pas sérieux. Sans doute on a eu raison de condamner comme illicites les clauses qui ont pour résultat de séparer la jouissance du titre, des chances de lots ; mais ici, est-ce bien sérieusement que l'on peut parler de dislocation. On n'a jamais entendu dire qu'il était absolument nécessaire que les espèces mêmes versées par l'établissement débiteur soient transmises à l'acheteur. Ce que l'on voulait dire, c'est qu'il fallait que l'acheteur en profitât. Or ici il est facile de voir qu'il en profite puisqu'elles servent à éteindre une dette qu'il serait obligé de payer.

Une dernière question, relative aux intérêts, s'est posée devant la Cour de Nancy. Dans l'espèce le vendeur s'était réservé le droit de toucher les intérêts, mais il s'était engagé à les rembourser à l'acheteur sur présentation de bons délivrés au moment de la vente. La Cour de Nancy a déclaré cette pratique illicite parce qu'il y avait là substitution de la solvabi-

lité du vendeur à celle ordinairement plus solide de l'établissement débiteur.

Ce motif a été déclaré inacceptable. En effet si le vendeur tombe en faillite, l'acheteur pourra se faire payer au moyen des coupons puisqu'il est propriétaire du titre. On a objecté qu'en fait, dans la vente à tempérament, le vendeur conservait la possession du titre jusqu'à parfait paiement. Mais alors on change l'objection; c'est le droit de rétention à titre de garantie que l'on attaque. Cette clause se rencontre en effet dans presque toute les ventes à tempérament; la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître qu'une pareille stipulation ne modifie en rien la forme et les caractères essentiels du titre et qu'elle ne saurait tomber sous le coup d'aucune prohibition.

IV. — Quatrième Combinaison. — Ventes à option.

— La vente à option est un contrat de vente ordinaire, avec cette particularité que le client peut, au lieu de prendre livraison des titres, abandonner l'opération, moyennant le sacrifice d'une faible somme, qu'il aura dû verser au moment de la conclusion du contrat. L'acheteur peut donc faire un choix sur la meilleure manière de terminer l'opération; il peut opter entre les deux solutions que nous venons d'indiquer plus haut, il a une option à faire : d'où le nom de vente à option qui a été donné à l'opération.

L'utilité pratique de ce genre de combinaison se

devine aisément; elle se rencontre à la veille des tirages. Quelques jours avant chaque tirage, les banques vendent aux personnes qui se présentent à leurs guichets des obligations qui doivent prendre part au tirage; elles font verser une somme minime qui devra être déduite du prix de vente si l'acheteur préfère prendre possession des titres, et s'engagent à reprendre ces titres si l'acheteur le demande.

En définitive par ce procédé, le public, moyennant une somme minime, peut prendre part à une loterie, car on devine facilement que ceux qui achètent des obligations dans ces conditions ne les garderont et ne paieront le prix que si elles sont sorties au tirage. C'est donc la loterie réorganisée. Du reste les banquiers qui spéculent sur ce genre d'opérations ne cherchent pas à dissimuler le résultat auquel ils aboutissent. M. Rod. Rousseau (p. 77) cite le prospectus d'une de ces banques où on lit ceci : « L'opération consiste à louer pour l'époque du tirage, une ou « plusieurs obligations à lots avec faculté d'en devenir « propriétaire dans le cas où l'obligation sort avec prime ». Aucun doute ne peut donc exister : les banques spéculent sur l'organisation d'une loterie.

La loi de 1836 peut-elle être appliquée dans notre hypothèse. La vente à option est-elle assimilable aux loteries prohibées, ou bien au contraire doit-on en reconnaître la légalité. Un parti important dans la doctrine s'est prononcé contre la légalité.

Pour démontrer qu'en organisant cette combinaison, on déroge à la loi qui a autorisé l'émission des obligations et par conséquent que l'on viole la loi de 1836, on a invoqué des arguments d'ordres différents.

D'abord, a-t-on dit, la vente à option est en contradiction avec l'esprit de la loi. Qu'a voulu le législateur en interdisant les loteries ? Il se préoccupait du danger qu'il y avait à laisser les petites gens perdre dans les loteries le gain de chaque jour ou les économies de la semaine ; il cherchait à mettre à l'abri du mirage qu'exerce toujours, sur les gens besogneux, la possibilité de gagner des lots importants. C'est toujours cette même pensée qui conduit le législateur, à fixer parmi les conditions essentielles un taux d'émission assez important, quand, dérogeant à la prohibition des loteries, il autorise par exception l'émission de valeurs à lots. Or ici, moyennant quelques francs, on arrive à permettre à ceux qui ne pourraient réunir les fonds nécessaires pour acquérir une obligation, de prendre part à des tirages. Il y a donc évidemment contradiction entre cette combinaison et les intentions certaines du législateur.

Nous ferons observer seulement aux partisans de cette opinion, que la loi de 1836 est une loi pénale et qu'il ne faut pas, pour régler sa sphère d'application, rechercher quel peut être son esprit, mais seulement si la combinaison que l'on examine est ou non comprise dans les termes de la loi.

Posée sur ce terrain, la question ne nous paraît pas douteuse. Il nous semble impossible de faire rentrer la combinaison dont il s'agit dans les termes de la loi de 1836.

Les partisans de l'illégalité disent qu'il ne s'agit là de rien moins que d'un trafic sur les chances du tirage, qu'il y a dislocation du titre. En effet, les opérations de ventes de valeurs à lots ne peuvent être considérées comme régulières et légales qu'à la condition de constituer un contrat ferme, sans qu'il soit loisible à l'acheteur d'abandonner son marché. Or dans l'hypothèse que nous examinons, l'acheteur après avoir versé quelques francs, après avoir reçu l'indication d'un numéro, après avoir couru la chance de gagner un lot sera libre de se désister de l'opération en perdant ce qu'il a versé. Cela est impossible à admettre. Il y a dérogation à l'une des conditions essentielles ; l'unité du titre ; une vente de valeurs à lots ne peut être regardée comme valable que si elle est obligatoire de part et d'autre et non résoluble à la volonté de l'acheteur.

Ces arguments ne suffisent pas à nous convaincre de l'illégalité de la vente option et les partisans de l'opinion que nous venons d'exposer nous semblent s'être mépris sur le véritable caractère du contrat qui intervient entre les parties. Nous ne croyons pas qu'il y ait véritablement dans la combinaison « louage de chances » ; nous voyons dans l'opération un véritable

transfert de la propriété. La désignation du numéro du titre a eu pour effet de transférer à l'acquéreur la propriété tout entière du titre. C'est une vente sous condition résolutoire, voilà tout, l'acheteur pouvant résoudre le contrat en consentant à abandonner la somme qu'il a dû verser.

C'est alors que les adversaires de la vente à option, changeant l'objection, déclarent qu'on ne peut pas dans une vente de valeurs à lots insérer une modalité quelconque, qu'il faut pour respecter la loi d'autorisation qu'elle soit ferme et irrévocable. En admettant que cette objection soit fondée, nous répondrons avec M. Lévy-Ullmann que dans notre hypothèse la condition résolutoire n'est que l'application du droit commun contenu dans l'art. 1167 du Code civil ainsi conçu : « En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation au profit du vendeur après l'expiration du terme convenu pour le retraitement de la chose ».

La mention expresse de cette condition résolutoire que la loi sous-entend dans toutes les ventes ne peut pas vicier l'opération. Quant à la somme versée par le client, lors de la conclusion du contrat et qu'il abandonne au banquier, on peut la considérer comme le paiement d'un dédit convenu entre les parties.

V. — *Cinquième combinaison. — Vente avant tirage avec faculté réservée à l'acheteur de revendre le titre*

après le tirage. — Les établissements financiers qui spéculent sur la vente des obligations à lots, ont inventé un nouveau procédé pour permettre à leur clientèle de courir les chances de tirages. Voici en quoi il consiste. Quelques jours avant chaque tirage, ils offrent au public de lui vendre, moyennant un certain prix, des obligations qui vont participer au tirage et s'engagent à racheter les titres à un prix sensiblement inférieur si l'acheteur les leur rapporte dans le délai qu'ils fixent.

Ce qui distingue cette combinaison de la vente à option, c'est que tandis que dans cette dernière, il n'y a qu'un contrat affecté d'une condition résolutoire, ici il y en a deux : une vente pure et simple, puis une offre unilatérale d'acheter de la part du vendeur, offre qui doit se transformer en un nouveau contrat de vente, si le client en manifeste la volonté, en rapportant ses titres dans le délai (ordinairement cinq jours) qui a été fixé lors de la première vente.

Cette combinaison est-elle licite ? N'aboutit-elle pas à l'offre de gains à acquérir par la voie du sort ? Au point de vue strictement légal, on ne peut rien relever contre cette combinaison. Le vendeur transmet à l'acheteur la propriété intégrale du titre ; nulle altération à la valeur émise ne résulte de l'opération. L'acheteur est bel et bien devenu propriétaire incommutable de son titre. S'il le revend ensuite, ce sera en vertu d'un nouveau contrat. Cela est si vrai qu'il y a

là deux contrats bien distincts et dont on doit rechercher la légalité sans essayer de les rapprocher l'un de l'autre, que les deux parties de l'opération pourraient être parfaitement pratiquées l'une sans l'autre. Ainsi on concevrait qu'un banquier offre, après un tirage, de reprendre à un certain prix toutes les obligations qu'on lui présenterait, alors qu'il n'en avait vendu aucune avant le tirage. La revente qui est certainement licite dans ce cas, ne pourrait pas avoir un caractère différent, parce qu'elle est accompagnée d'un autre contrat, licite lui aussi.

Mais si l'opération en elle-même respecte scrupuleusement la loi, nous allons voir qu'elle est susceptible de différentes variantes et que certaines maisons de banque sont arrivées au moyen de cette combinaison à offrir à leurs clients, en réalité des chances de gain séparées de la propriété des titres.

La combinaison respecte et la lettre et l'esprit de la loi quand le vendeur exige de l'acheteur qu'il verse immédiatement le prix de vente et qu'il prenne livraison des titres. Dans ce cas la lettre de la loi est respectée, nous l'avons montré précédemment, mais encore on est dans l'esprit du législateur qui n'a autorisé les émissions d'obligations à lots qu'à la condition essentielle qu'elles exigent une certaine mise de fonds.

D'autres banquiers se contentent du versement d'un acompte, quand le client leur prend un certain

nombre de titres. Par exemple, à partir de vingt-cinq titres, ils se contentent d'un acompte de dix francs par titre. Ici encore on ne peut rien dire contre le procédé. L'acheteur qui veut courir les risques du tirage doit déboursier une somme relativement importante et dont le montant suffira certainement à éloigner de la combinaison offerte ceux que le législateur a entendu protéger en interdisant les loteries.

Une troisième variante est encore possible. Pour éviter un maniement inutile de fonds et de titres, certains établissements conservent les titres vendus avant le tirage, et en indiquent seulement le numéro à l'acheteur. De son côté, celui-ci ne verse pas le prix du titre. L'opération peut se présenter dans la pratique sous deux aspects : ou bien l'opération se liquidera par un simple jeu d'écritures. On inscrira au débit du client le prix du titre dont on lui a indiqué le numéro et à son crédit le prix de la revente. Il ne devra payer que le solde, ou bien alors on doublera la vente véritable d'un prêt sur titre. Le client laissera au banquier le titre qu'on vient de lui vendre et sur lequel on lui prêterait la presque totalité du prix. Dans ce cas l'esprit de la loi n'est guère respecté. On arrive, en définitive, à procurer au premier venu, la possibilité de participer à des tirages d'obligations à lots, moyennant un simple déboursé de quelques francs.

Pouvons-nous condamner cette dernière variante ?

Nullement. La lettre de la loi est respectée. Dans le premier cas, il y a une opération de compte courant ; dans le second cas, une vente et un prêt sur titre, toutes choses licites. Quant à la violation de l'esprit de la loi, nous ne pouvons que la regretter ; comme nous l'avons déjà dit précédemment, la loi de 1836 est une loi pénale et comme telle doit être interprétée d'une manière toute restrictive.

Nous avons vu quelles sont les loteries permises, nous avons examiné les différentes combinaisons auxquelles donne naissance la négociation des valeurs à lots. Nous allons nous placer maintenant en face d'une opération licite et rechercher quelles sont les règles qui régissent les rapports entre les porteurs de billets ou d'obligations d'une part, et les organisateurs de ces opérations de l'autre et quels effets résultent d'un contrat de ce genre.

CHAPITRE V

EFFETS CIVILS DU CONTRAT DE LOTERIE

Nous diviserons ce chapitre en deux sections ; nous étudierons : 1^o Quels sont les droits des porteurs à l'égard de l'administration de la loterie ; — 2^o Quels sont les droits de l'administration de la loterie à l'égard des porteurs de billets ?

SECTION I. — **Droits des porteurs à l'égard de l'administration de la loterie.**

Le contrat qui intervient entre les porteurs de billets et les administrateurs de la loterie est un contrat synallagmatique. Les deux parties s'y trouvent réciproquement obligées, l'une de verser son prix, l'autre de transmettre un billet de loterie ou une obligation et d'organiser le ou les tirages. Par conséquent les porteurs de billets peuvent exiger par les voies de droit, qu'il soit procédé aux tirages convenus. Quant à savoir s'il faut que la totalité des billets ou seulement une certaine partie au moins soient

placés pour que l'on procède aux tirages, c'est là, on le comprendra, une pure question de fait, qui devra être résolue d'après les règlements élaborés par l'administration de la loterie.

Il se forme entre les organisateurs d'une loterie autorisée et les personnes qui se rendent acquéreurs de billets, un contrat de mandat. Les organisateurs ont reçu mandat de consacrer une partie des fonds à l'acquisition de lots et le reste à l'œuvre au profit de laquelle la loterie est organisée. C'est en se fondant sur ces rapports de mandants à mandataires, que la jurisprudence a pu décider que les preneurs de billets avaient un intérêt direct et personnel et par conséquent étaient recevables à traduire devant la juridiction correctionnelle pour abus de mandat, l'organisateur d'une loterie à raison des fraudes qu'ils prétendaient avoir été commises par lui dans la composition des lots et notamment en ce que certains lots n'avaient pas la valeur annoncée lors de la conclusion du contrat intervenu entre les parties.

Le porteur du billet ou du titre favorisé par le sort a droit au lot affecté par la convention à ce billet ou à ce titre. Il n'est pas nécessaire en outre qu'il démontre, quand le billet dont il est porteur a dû être détaché d'une souche, qu'il s'adapte bien à la souche restée dans les registres de la loterie, « si des statuts, » dit la Cour de Cassation, il résulte que la validité « du billet n'a pas été subordonnée à la condition

« qu'il s'adapterait à une souche dont il aurait été « détaché ».

Disons à ce propos que l'administration de la loterie doit délivrer le lot à la personne qui se présente munie du billet. On ne serait pas en droit, à défaut de clauses contraires insérées dans les statuts et les prospectus publiés, d'exiger que le porteur présentât des justifications spéciales sur son identité ou sur l'origine de sa possession.

On appliquera le droit commun quand une personne viendra réclamer le lot qu'elle prétend avoir gagné. Si elle est dans l'impossibilité de représenter le billet sorti au tirage, elle ne pourra demander à prouver par témoins, qu'elle a bien possédé ce billet, si le montant de la somme qu'elle réclame comme devant lui être payée à titre de lot est supérieur à cent cinquante francs.

Le lot appartient à la personne qui était, au moment du tirage, propriétaire du numéro gagnant. Par conséquent, si, dans l'ignorance où elle est du tirage effectué ou de ce que son numéro est sorti, elle revend son billet, l'acquéreur ne pourra pas bénéficier du lot, il continuera à appartenir au précédent propriétaire. Cela a été décidé formellement dans une espèce où il s'agissait d'obligations à lots.

Mais que faudrait-il décider si par suite d'erreurs commises dans la confection et la distribution des billets, il arrivait que deux personnes se trouvent à

la fois porteurs d'un même numéro gagnant? Dans ce cas, on décide que si les deux billets portant ce même numéro sont reconnus valables, chacun des deux porteurs a également droit au lot qui a été gagné ou à sa valeur en argent. L'hypothèse n'est pas purement théorique. Elle s'est présentée en 1853 devant la Cour de Paris. Il s'agissait de la loterie dite des lingots d'or, loterie dont le but était de favoriser l'émigration en Californie. Parmi les billets, il s'était rencontré plusieurs numéros doubles. L'un de ces numéros avait gagné un lot et l'administration de la loterie émettait la prétention de ne payer le lot qu'une fois sous prétexte qu'un seul des numéros gagnants s'adaptait au registre à souches. La Cour de Paris condamna cette prétention : « Considérant que
« par le traité intervenu entre l'administration et les
« preneurs de billets, celle-ci s'est engagée à payer la
« prime convenue à celui qui se trouverait nanti du
« numéro gagnant ; — Considérant qu'à défaut de sti-
« pulations expresses, il importe peu que le billet
« sortant s'adapte ou ne s'adapte pas à la souche ; —
« Considérant qu'en admettant l'existence de plu-
« sieurs billets portant le même numéro par suite
« d'erreurs commises dans les bureaux de la loterie,
« l'administration est responsable de ses agents aux
« termes de l'art. 1382 ».

Cette solution est unanimement approuvée par la doctrine. Du moment qu'il est reconnu que les deux

billets ont été émis par l'administration de la loterie, il n'est pas permis de préférer l'un des porteurs à l'autre. Chacun d'eux ayant un droit égal doit bénéficier du lot. Dans notre hypothèse, l'administration de la loterie est seule en faute, seule elle doit en subir les conséquences. Les porteurs de billets, eux sont à l'abri de tout reproche. Ils n'avaient pas la possibilité de vérifier si le billet qu'on leur délivrait s'adaptait ou ne s'adaptait pas à une souche. Ils versaient leur argent et en échange la loterie s'engageait à leur faire courir les chances du tirage au sort. Si par l'erreur ou la fraude des agents, plusieurs numéros se sont trouvés doubles, elle en est responsable en vertu de l'art. 1382 et doit délivrer à chacun des porteurs du numéro gagnant, le lot qui lui revient.

A l'inverse, lorsque dans une loterie, un numéro a été par erreur, omis dans la roue, quelle situation doit-on faire au porteur de ce numéro ? C'est ce que nous allons maintenant rechercher. Un point est hors de doute. Par la faute de l'administration de la loterie il a subi un préjudice résultant de ce qu'on lui a enlevé les chances, qu'il avait, de gagner un lot. Ayant subi un certain préjudice, il a droit à une réparation. Mais comment va-t-on régler le montant de cette réparation. C'est là que surgit la véritable difficulté de la matière.

Le porteur du billet dont le numéro a été omis ne peut réclamer, à titre de dommage et intérêts, le mon-

tant intégral du lot, car rien ne prouve qu'il l'eût gagné. Il faut donc apprécier le préjudice causé et par conséquent fixer les dommages-intérêts, en tenant compte des chances que chaque porteur d'un numéro omis, avait de voir sortir ce numéro et de gagner le lot qui y était attaché. Comment apprécier ces chances? Devant l'impossibilité de fixer juridiquement le montant du dommage causé, chaque auteur fonde sur l'équité la solution qu'il propose. Nous allons examiner les principales solutions qui ont été données à cette question.

Une première théorie fait appel, pour résoudre la difficulté à ce que l'on appelle le calcul des probabilités. L'avantage sur lequel le porteur du billet était en droit de compter, serait le produit de la somme espérée ou de la valeur du lot par la probabilité de l'obtenir. Soit l'exemple de cent francs mis en loterie avec cent numéros à un franc. La chance de chaque numéro est de $1/100$. Or 100 , montant de la somme espérée, multiplié par $1/100$ donne 1 . Donc le porteur du numéro omis dans le tirage, n'a droit qu'à un franc de dommages-intérêts, c'est-à-dire qu'il recouvre simplement le montant de sa mise.

Cette théorie qui repose sur une base, peut-être très juste au point de vue mathématique, ne peut pas nous satisfaire. En effet, on ne peut pas venir raisonnablement soutenir que tout ce qu'espérait gagner le porteur du billet, se bornait au recouvrement de sa

mise. Evidemment non ; celui qui prend un billet à la loterie, espère gagner le gros lot, car sans cela il s'empresserait de garder son argent. La restitution de la mise doit entrer certainement dans le calcul des dommages et intérêts, mais à cette mise doit s'ajouter l'estimation de la chance que le porteur du billet pouvait avoir de gagner un lot. Comme on l'a dit : « Permettre
« aux organisateurs de la loterie, de se libérer par le
« remboursement de la mise, c'est-à-dire par la simple
« restitution de ce qu'ils ont reçu, ce serait les auto-
« riser à rompre purement et simplement la conven-
« tion sans indemnité ».

M. Frérejouan du Saint, devant l'impossibilité de calculer le dommage, pense qu'il faut laisser au juge le soin de l'apprécier en prenant pour base les diverses circonstances de la cause.

M. Levy-Ullmann, constatant que, dans l'espèce, l'arbitraire ne peut pas être évité, propose la solution suivante comme étant la plus rationnelle : ou bien l'on se trouve en présence d'une loterie dans laquelle il ne doit y avoir qu'un seul tirage, et alors on annulera le tirage auquel n'a pas participé le numéro du billet omis et on le recommencera purement et simplement, en ayant bien soin d'y comprendre tous les numéros, les anciens gagnants compris ; et l'auteur de ce système admet qu'on pourrait convenir, qu'à défaut d'un tirage favorable au numéro omis, les gagnants du premier tirage conserveraient les lots qui leur

sont échus. Ou bien, seconde hypothèse, on se trouve en présence d'une opération qui comporte plusieurs tirages successifs, comme dans une émission de valeurs à lots par exemple, et alors, dans ce cas, on pourrait accorder plusieurs chances dans les tirages suivants à l'obligataire victime d'une omission dans un des tirages précédents, en insérant dans la roue, pour ces tirages subséquents plusieurs étuis contenant le numéro de l'obligation qui avait été négligée.

Ces solutions sont, comme en convient l'auteur que nous venons de citer, quelque peu empiriques. Aussi préférons-nous, quoique à certains égards on puisse lui reprocher de n'être pas assez équitable, la solution à laquelle s'est arrêté la jurisprudence.

Dans l'espèce qui s'est présentée devant le tribunal de la Seine, le 30 mars 1853, il s'agissait de tirages d'obligations à lots émises par la ville de Paris en vertu d'une loi du 29 mars 1832. L'amortissement devait avoir lieu en vingt années. En 1852 eut donc lieu le dernier tirage. Le demandeur qui avait pris un certain nombre de ces obligations avait vu sortir tous ses numéros aux précédents tirages, sauf un. A ce dernier tirage, il pensait donc avoir une chance considérable de gagner l'une des primes affectées aux premiers numéros sortants; mais il arriva que son numéro ne sortit pas. Vérification faite, il fut reconnu qu'il manquait quatre numéros qui avaient été omis

par les employés de la ville lors de la confection des roues.

Le porteur de l'un de ces numéros omis, réclama à l'administration municipale cinquante mille francs, à titre de dommages-intérêts. Le tribunal de la Seine rejeta sa demande, et ne condamna la Ville qu'à lui payer la somme de 2,200 francs à titre d'indemnité. Pour arriver à la fixation de cette somme, on avait additionné : 1° les intérêts du montant de l'obligation dont la retenue avait eu lieu pour concourir à la formation des lots ; — 2° une part proportionnelle pour chaque tirage sur les fonds commun au moyen duquel avaient été formés ces lots ; — 3° enfin le montant intégral de l'obligation émise.

Nous arrivons maintenant à la principale question de ce chapitre : une ville ou un établissement financier qui a émis des obligations, peut-il rembourser, avant le terme fixé par la convention, les capitaux qui lui ont été prêtés et dans le cas de l'affirmative, que doit-on décider au sujet des lots attachés aux obligations ?

Nous écarterons de suite l'hypothèse où le contrat donne expressément au débiteur le droit de remboursement anticipé : dans ce cas pas de difficulté.

Sur le point de savoir, si le remboursement anticipé est possible, deux opinions adverses se trouvent en présence. La première opinion, la plus simple et à notre avis la plus juridique, décide que le débiteur

ne peut se libérer par anticipation. Une ville, notamment, ne peut, avant le terme convenu, convertir sa dette en remboursant les obligations émises, ou en offrant aux porteurs de nouvelles valeurs émises à des conditions différentes.

Les partisans de ce système s'appuient sur l'art. 1187 du Code civil ainsi conçu : « Le terme est toujours stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des circonstances, qu'il a été convenu en faveur du créancier ». Cet article présume ce qui arrive ordinairement, que le terme est toujours stipulé en faveur du débiteur, mais il nous dit que cette présomption peut être renversée par des raisons tirées soit des « circonstances », soit de la « stipulation ».

Que faut-il entendre par ces mots : « Circonstances, stipulations ». — Pour les circonstances, pas de difficulté, ce sont évidemment les circonstances extrinsèques, les faits extérieurs au milieu desquels le contrat s'est formé. — D'après MM. Aubry et Rau, par stipulation, il faudrait entendre : « Les termes ou la nature de la convention ». Ainsi donc, d'après ces auteurs, il y aurait dérogation à l'art. 1187, et le terme serait censé stipulé dans l'intérêt des deux parties, 1^o lorsqu'il y aurait volonté expresse de la part des contractants. — 2^o Lorsque le contrat serait de telle nature qu'il en résulterait une expression tacite de volonté. En d'autres termes, dans l'hypothèse du prêt à intérêt,

la stipulation d'un intérêt suffirait à indiquer que les parties ont voulu que le terme fut stipulé dans leur intérêt commun. « Le débiteur est intéressé au terme, » dit M. Laurent, parce qu'il lui donne le délai nécessaire pour se procurer les fonds dont il a besoin pour le remboursement. Le créancier y est aussi intéressé parce qu'il trouve un placement avantageux pour ses capitaux ».

M. Planiol qui, après Demolombe, s'est fait le porte-parole de la théorie qui accorde au débiteur la possibilité de convertir sa dette, conteste, pour fonder son opinion, le sens que nous avons donné au mot « stipulation » (Dalloz, 1892. 2.169, note). Pour cet auteur, il est impossible de donner à ce mot une signification double. Il faut nécessairement choisir entre : termes de la convention et nature de la convention. M. Planiol déclare que le choix ne peut pas être douteux et il entend par « stipulation » les termes employés dans le contrat. Indiquons tout de suite le résultat de cette théorie. L'art. 1187 ne peut voir la présomption qu'il établit, détruite que par une dérogation en termes formels. La stipulation d'intérêts ne serait plus suffisante pour faire présumer l'intention des parties, d'établir le terme dans leur intérêt commun,

Trois raisons sont données pour démontrer l'exactitude de la définition : 1^o Le mot stipulation indique toujours la formule expresse, verbale ou écrite don-

née à une convention et non pas cette convention elle-même « On ne pourrait pas citer un seul texte de loi ou un seul passage sorti de la plume d'un jurisconsulte soigneux, dans lequel le mot stipulation soit pris pour désigner la nature juridique d'un contrat » (1). 2° Il est dans les habitudes des jurisconsultes de mentionner à côté de la convention expresse, la convention tacite. Or, n'est-il pas vraisemblable que les législateurs de 1804, après avoir prévu la convention tacite par le mot « circonstances » ont voulu en employant l'expression de « stipulation » faire allusion à la convention expresse. 3° Si l'on admet que le mot « stipulation » signifie la nature du contrat, la rédaction de l'art 1187 est absolument contradictoire. En effet, nous voyons au début de cet article, que le terme est *toujours* stipulé en faveur du débiteur. Le mot *toujours* signifie bien certainement en tout contrat. Or l'idée que nous venons d'exprimer serait fausse, si on entendait par « stipulation » la nature du contrat, puisqu'il y aurait des contrats qui n'admettraient pas la présomption de la loi; leur nature étant incompatible avec cette présomption.

Il résulte donc de la théorie de M. Planiol, qu'en l'absence d'une stipulation expresse de la part des contractants, une dérogation à l'art. 1187 ne peut être cherchée que dans les circonstances extérieures au

(1) Planiol. — Note précitée.

milieu desquelles le contrat s'est formé. Or, bien évidemment, la stipulation d'un intérêt ne peut pas être rangée parmi les circonstances extrinsèques du contrat. Elle doit donc être de nulle considération, quand il s'agit de rechercher en faveur de qui le terme est stipulé.

Si cette théorie peut faire impression, quand il s'agit d'un prêt à intérêt ordinaire, nous prétendons que les raisons qui viennent d'être exposées, ne peuvent pas nous atteindre, alors que nous examinons ici le problème, spécialement par rapport aux valeurs à lots. La solution qui tend à refuser la faculté de conversion ne semble pas pouvoir laisser de doute, si l'on songe aux avantages dont le créancier serait privé par un remboursement anticipé. Quand il s'agit d'obligations auxquelles ont été attachés des lots, il résulte avec évidence des circonstances que le terme a été convenu dans l'intérêt des deux parties.

D'abord, si le souscripteur a consenti, au moment de l'émission de l'emprunt, à recevoir un intérêt inférieur à l'intérêt normal, c'est parce qu'on lui promettait, en échange, des tirages au sort répartis sur toute la période d'amortissement. Si on le prive de ces chances aux époques fixées, alors même qu'il y aurait lieu en sa faveur à un dédommagement quelconque, on rompt arbitrairement le contrat intervenu entre les parties.

On a fait remarquer aussi (1) qu'un remboursement anticipé violerait l'esprit de la loi qui a autorisé l'émission des obligations. Le législateur n'autorise à attacher des lots aux valeurs émises que parce qu'il voit là, un placement durable dont ces titres fournissent aux épargnants l'occasion attrayante. Or, n'est-ce pas aller en sens contraire de la pensée qui anime le législateur, que de priver l'épargnant du placement durable qui lui a été promis.

Si l'on adopte l'opinion qui autorise l'établissement emprunteur à procéder au remboursement anticipé de ses obligations, une nouvelle question se pose. Que va-t-on décider au sujet des lots qui avaient été promis au moment de l'émission? — Sur ce point cinq systèmes différents ont été proposés.

I. — *Premier système.* — Le premier système décide que le débiteur se libère valablement en versant simplement aux créanciers, le chiffre de la créance au pair. C'est la théorie qui fut soutenue au Conseil municipal de Paris par M. Paul Brousse, à l'époque où il fut question de convertir la dette municipale, pour affecter l'économie ainsi réalisée à l'achèvement des grands travaux.

On a invoqué en faveur de ce système la raison suivante. Les lots, comme nous l'avons dit précédemment, sont formés à l'aide de retenues faites sur les

(1) Lévy-Ullmann.

intérêts à servir aux prêteurs. Au lieu de recevoir un intérêt de 5 0/0 par exemple, ils se contentent de 4 0/0. La somme ainsi retenue sert à composer les lots que l'on attribue aux premières obligations sorties. Or du moment que l'on rembourse les sommes prêtées, le débiteur cessant d'opérer sur les intérêts payés la retenue convenue, cesse par cela même d'être tenu au paiement des lots qu'elle servait à former.

Ce système qui était à sa place dans la bouche d'un représentant du débiteur intéressé à la conversion, ne peut pas nous satisfaire. En effet, si on analyse le contrat qui est intervenu entre le créancier et le débiteur, on voit que moyennant une somme une fois versée par le créancier, le débiteur s'est obligé : 1° à lui payer les intérêts de son argent; 2° à opérer le tirage des lots aux époques convenues. Or, au cas de remboursement anticipé, si le débiteur se borne à payer le prix de l'obligation au pair, il manque à la seconde obligation qu'il a contractée.

Tous les autres systèmes que nous allons examiner partent de ce principe qu'il faut accorder évidemment une compensation aux obligataires que l'on prive ainsi des tirages auxquels ils avaient droit d'après leur contrat; ils diffèrent entre eux sur la manière de régler cette compensation.

II. — *Deuxième système.* — Dans ce système on accorde à l'établissement emprunteur le droit de ne pas procéder aux tirages des lots. Il indemniserait

suffisamment les porteurs d'obligations en leur payant la valeur pécuniaire de la chance qu'ils pouvaient avoir de gagner un lot.

Pour faire cette estimation on avait proposé plusieurs moyens parmi lesquels la principale base d'évaluation serait la somme dont le cours des obligations en bourse, surpasse le montant nominal des titres. On a répondu aux partisans de ce système que l'emprunteur avait contracté vis-à-vis des obligataires, comme nous l'avons dit précédemment, une obligation de faire, d'effectuer les tirages et qu'il ne pouvait pas de lui-même, sans leur consentement, se dispenser d'exécuter cette obligation (1).

III. — *Troisième système.* — Ce troisième système décide que le débiteur qui rembourse sa dette par anticipation, doit procéder avant le remboursement, aux tirages qui restent à effectuer et payer les lots dans leur intégralité.

Ce système s'appuie sur l'art. 1244 du Code civil qui est ainsi conçu : « Le débiteur ne peut point « forcer le créancier à recevoir en partie le paiement « d'une dette même divisible ». Or pour qu'il en soit ainsi, il faut que le tirage et le paiement des lots aient lieu au moment du remboursement ; si l'on admet avec d'autres systèmes que nous examinerons que le débiteur peut se libérer valablement, soit en

(1) Lévy-Ullmann.

réservant les tirages pour les époques primitivement convenues, soit en procédant immédiatement aux tirages et en réservant seulement l'exigibilité des lots, l'art. 1244 est manifestement violé.

Ce système est évidemment conforme à l'équité, mais il modifie les clauses d'amortissement prévues au contrat. C'est ce que M. Frerejouan du Saint a montré dans l'exemple suivant que nous lui empruntons. Supposons que l'on émette 30.000 obligations à lots, remboursables en trente ans, dont une chaque année à 100 000 fr. Chaque porteur aura toujours une chance pour mille d'être remboursé à cent mille francs, soit que le tirage ait lieu en bloc ou annuellement. Il n'en n'est pas moins vrai que les conditions du remboursement pourront se trouver modifiées. Ainsi admettons que l'on tire de suite 29 obligations remboursables à cent mille francs. Il restera donc à rembourser 29,971 obligations, en sorte que le dernier obligataire à rembourser à 100000 fr ; se trouvera en concurrence avec 29,970 obligataires, ayant des chances égales aux siennes, tandis que, si l'on avait attendu le terme prévu, ce même obligataire se serait trouvé en concurrence avec 999 titres seulement. Tout dépendrait donc de la façon dont l'opération serait conduite et le porteur d'obligations serait à la merci de son cocontractant qui pourrait prendre malgré lui telle ou telle décision et modifier ainsi les conditions du contrat.

On a tiré un second argument contre le système qui autorise le remboursement anticipé, mais avec tirage et paiement des lots immédiats, du trouble qui résulterait de cette combinaison dans les transactions particulières. M. Edmond Villey a indiqué plusieurs exemples de cette perturbation, nous allons citer l'un d'eux (1).

« Supposons deux époux mariés sous le régime de
« communauté légale, qui ont acquis des obligations
« de la Ville de Paris. L'une de ces obligations, par
« hypothèse, sortira au tirage le 5 mai 1915 avec un lot
« de cent mille francs. Cette obligation étant tombée
« dans le lot de la femme, par suite de la dissolution
« de la communauté et du partage opéré en 1900, la
« femme gagnera cent mille francs ; mais il a plu à la
« Ville de Paris de faire un tirage anticipé en 1892,
« le lot qui devait revenir à la femme appartiendra à
« la communauté ».

IV.— *Quatrième système.* — Ce système admet que le débiteur qui rembourse sa dette, se libère valablement en remboursant les valeurs au pair et en réservant le tirage des lots pour l'époque prévue par la Convention.

Cette combinaison qui à première vue, semble très satisfaisante puisqu'elle paraît respecter, dans la mesure du possible, les clauses du contrat intervenu

(1) Journal *la Loi*, 4^{er} juin 1891.

entre le prêteur et l'emprunteur, ne fut pas longtemps en honneur. Elle violait, en effet, deux textes de lois : 1^o l'art. 1244 du Code Civil. — 2^o la loi du 21 mai 1836.

L'art 1244 d'abord. Si le débiteur rembourse le titre au pair, puis que plus tard il procède aux tirages convenus, il se libère de sa dette par fractions, contrairement à l'article précité. On a essayé de répondre à cette objection en disant qu'il n'y avait pas violation de l'art. 1244 par cette raison qu'il y avait ici deux dettes bien distinctes. Le débiteur, disait-on, doit au créancier deux choses entièrement différentes : 1^o le montant du prêt. — 2^o Éventuellement un lot. Débiteur de deux choses distinctes, il peut par suite payer l'une sans payer l'autre.

Cette division de la dette n'est pas admissible. Le débiteur ne doit pas le montant de l'obligation, plus un droit éventuel à un lot; il ne doit qu'une seule chose : le remboursement de l'obligation, remboursement dont le taux peut varier, suivant les éventualités d'un tirage au sort. « Le lot, disait M. F. Duval, au « Conseil municipal, n'est pas distinct du droit au « remboursement, c'est le remboursement lui-même ».

Nous avons dit, en second lieu, que la combinaison en question violait aussi la loi de 1836. En effet, le bon que l'on donnerait à l'ancien obligataire, pour prendre part aux tirages futurs, deviendrait entre ses mains, un simple billet de loterie. Quand cette objec-

tion fut présentée au Conseil municipal, on l'écarta par une raison de fait. C'est qu'une loi étant nécessaire pour que la Ville de Paris pût opérer la conversion, le législateur pourrait déroger à la loi relative aux loteries. Quoiqu'il en soit, au seul point de vue théorique qui doit nous occuper, cette objection subsiste avec toute sa force.

V. *Cinquième système*. — Le débiteur rembourserait immédiatement le pair et procéderait également aux tirages des lots, mais il réserverait leur exigibilité pour le moment où les tirages auraient dû avoir lieu normalement. Toutefois, il serait loisible aux obligataires, qui le désireraient, de toucher immédiatement le montant du lot, mais en subissant un certain escompte.

Ce système a toujours contre lui l'art. 1234. Dans ce cas, comme dans les précédents, l'établissement débiteur ne se libérerait de sa dette que par fractions, ce à quoi le créancier a le droit de se refuser. Nous ne reviendrons pas sur cette objection que nous avons déjà examinée.

La faculté de faire escompter immédiatement les titres délivrés en reconnaissance des lots gagnés a fait l'objet de vives critiques. Cette prétention, dit M. Planiol, est inadmissible. Il ne faut pas croire que la faculté de faire subir un escompte, appartienne à tout débiteur qui paye avant terme. Non, l'escompte est un usage commercial, voilà tout. L'acheteur qui

demande un certain délai pour payer, aura à supporter un prix plus élevé, on lui comptera les intérêts depuis le contrat jusqu'au moment du paiement. Ce sont ces intérêts qu'on lui déduit, quand il paye comptant. Nul texte de droit civil n'autorise le débiteur à se libérer pour une somme moindre que le montant de sa dette, sous prétexte qu'il se libérerait avant le terme.

Nous avons dit, en commençant l'étude de cette question, qu'il fallait mettre à part le cas où l'établissement débiteur s'était réservé le droit de remboursement anticipé.

Tel est le cas, en ce qui concerne certains emprunts de la Ville de Paris. Le cahier des charges réserve formellement à la Ville le droit de remboursement anticipé. Tel est aussi le cas du Crédit foncier de France. Le décret du 28 février 1852, relatif à son organisation, lui reconnaît formellement le droit au remboursement. Cet établissement, en effet, sert simplement d'intermédiaire entre prêteurs et emprunteurs. L'argent qu'on lui prête, il ne l'utilise pas personnellement. Exposé d'un côté à des remboursements anticipés de la part des emprunteurs, il doit jouir de l'autre, de la même faculté envers les porteurs d'obligations.

En présence d'une clause de ce genre, qui autorise le remboursement anticipé, peut-on admettre qu'après ce remboursement de l'emprunt, le débiteur est

néanmoins tenu de procéder aux tirages des lots? — La question s'est présentée devant le tribunal de la Seine, le 15 février 1893. Les porteurs d'obligations prétendaient que l'administration du Crédit foncier, leur ayant promis un certain nombre de tirages, devait remplir ses engagements et ne pas les priver d'un avantage en considération duquel, ils avaient consenti à prêter leur argent à un taux inférieur au taux normal. Le tribunal de la Seine rejeta leur prétention.

En effet, les lots ne sont que l'accessoire des obligations. Le principal disparu, l'accessoire doit suivre le même sort. Et cela est si vrai, que l'on ne peut détacher les lots des obligations sans encourir les pénalités de la loi de 1836. De plus, si les souscripteurs prétendent qu'ils ont consenti à prêter leur argent à un taux d'intérêt inférieur au taux normal, et cela en considération des lots, cette raison ne peut s'appliquer que pour le temps pendant lequel on leur garde leur capitaux. Du moment qu'on leur rembourse ce qu'ils ont prêté, ils ne peuvent plus invoquer cette raison, puisqu'ils ont maintenant la possibilité de prêter au taux normal.

Pour résumer cette importante question, nous dirons qu'en l'absence de clauses spéciales insérées dans le contrat, le remboursement anticipé n'est pas possible, parce qu'il résulte de la nature du contrat ou tout au moins des circonstances que le

terme est stipulé dans l'intérêt des deux parties contractantes. Que si une clause spéciale du cahier des charges, autorise le débiteur à procéder au remboursement anticipé, nous déciderons avec la jurisprudence, qu'il n'est pas tenu de procéder aux tirages futurs.

SECTION II. — **Droits des organisateurs de la loterie, à l'égard des porteurs de billets.**

Nous venons d'étudier les droits des porteurs de billets contre l'administration de la loterie, nous allons maintenant examiner leurs obligations.

D'abord, si les organisateurs de la loterie sont obligés de délivrer le lot au porteur du numéro gagnant ; en sens inverse, le porteur d'un billet peut être contraint judiciairement à payer le prix de ce billet. L'art. 1965 du Code civil, qui refuse toute action pour le paiement d'une dette de jeu, ne peut pas s'appliquer dans notre hypothèse. En effet, quand il s'agit d'une loterie régulièrement autorisée, on ne peut rien trouver d'immoral à l'opération. Il y aurait même là une contradiction à appliquer l'article précité. Autoriser la loterie, c'est, de la part du législateur, reconnaître la moralité de l'opération : déclarer applicable l'art. 1965 serait la frapper comme une opération illicite.

De même, il a été jugé par la Cour de cassation que les sommes prêtées par une personne, à un acheteur pour solder le prix de son billet, ne peuvent être considérées comme sommes empruntées pour mettre au jeu, et par conséquent sont exigibles en justice.

L'administration de la loterie, à laquelle nous venons de reconnaître le droit d'agir en justice pour exiger l'exécution des engagements que les porteurs de billets se sont obligés à remplir, peut-elle insérer dans le contrat qui intervient entre les parties, une clause pénale pour le cas où ces engagements ne seraient pas remplis ?

La question s'est présentée en 1890-91 devant les tribunaux. Le Crédit foncier à l'habitude d'insérer dans les prospectus annonçant les émissions d'obligations et de reproduire sur les titres, une clause par laquelle est déclaré déchu de son lot, celui qui, au moment de la sortie de son obligation, n'a pas opéré les versements convenus. Cette clause pouvait-elle être opposée aux obligataires. La jurisprudence a décidé l'affirmative.

Et d'abord, si on examine la question au point de vue rationnel, en laissant de côté toute préoccupation juridique, on est obligé d'approuver la clause en question. Les lots, en effet, sont formés avec une partie des intérêts du capital versé par les obligations ; comment voudrait-on que l'établissement débiteur forme les lots, si les souscripteurs ne versaient par leur capital.

L'obligataire, qui s'était vu opposer cette clause, invoquait en sa faveur l'art. 1153 du Code Civil. « Dans les obligations qui se bornent au paiement « d'une certaine somme, les dommages et intérêts « résultant du retard dans l'exécution, ne consistent « jamais que dans la condamnation aux intérêts « fixés par la loi ».

Cette objection n'était pas sérieuse, car l'article précité vise une tout autre situation que celle dans laquelle se trouvait le souscripteur déchu. L'art. 1153 prévoit le cas où un créancier réclame des dommages-intérêts à son débiteur pour retard dans l'exécution. En l'espèce, le Crédit foncier ne réclamait rien, ni les intérêts moratoires, ni même le capital promis. Il déclarait simplement, en se fondant sur la clause en question, que le souscripteur en retard ne pouvait plus être considéré comme un obligataire. La Cour d'Orléans, sur renvoi, jugea même que cette déchéance était encourue de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucune sommation préalable.

M. Lévy-Ullmann explique cette déchéance, en disant qu'il ne faut voir dans la clause que le pacte commissaire exprès. Il ne s'agirait donc que de la résolution d'un contrat antérieurement parfait pour inexécution des engagements de l'une des parties.

Nous préférons la théorie présentée par M. Frère-jouan du Saint. Pour cet auteur nous serions en présence d'une condition suspensive à laquelle se

trouve subordonné le droit de participer aux tirages, condition que le prêteur a librement acceptée en souscrivant. Nous disons que cette opinion est préférable à la précédente. En effet, il n'est pas possible de dire que nous nous trouvons en présence d'un contrat parfait. Le contrat de prêt ne pouvant se former que par le versement des fonds par le prêteur et leur réception par l'emprunteur.

Une nouvelle question se pose. A qui doit profiter le lot que l'obligataire déchu a perdu le droit de toucher ? — L'adversaire du Crédit foncier avait émis la prétention que le montant du lot devait être réparti entre les obligataires qui avaient opéré leurs versements en temps voulu. Sur ce point, comme sur le précédent, la jurisprudence ne lui fut pas favorable. La Cour d'Orléans décida : « que les autres obliga-
« taires ne peuvent invoquer aucune disposition de
« leur contrat ou des statuts qui leur permette d'exi-
« ger que le lot soit de nouveau partagé entre eux ».

Cette décision se justifie facilement. En effet, lorsque le créancier est déchu du droit de réclamer ce qui lui est dû, c'est le débiteur qui en profite, débiteur qui en l'espèce était le Crédit foncier. Les autres obligataires ne pouvaient élever sérieusement aucune prétention. L'administration du Crédit foncier s'était engagée envers eux à leur servir un intérêt et à les faire participer à des tirages au sort. Est-ce que la déchéance encourue par l'un d'eux pouvait les priver

des bénéfices auxquels ils avaient droit? Nullement -- Dans l'espèce, chaque créancier avait eu ce qu'il devait avoir ; ils n'avaient plus rien à réclamer. En cette matière, comme l'a dit fort ingénieusement M. Frère-jouan du Saint, il n'y a aucun accroissement possible.

APPENDICE. — **Timbre et Enregistrement**

Nous allons dire rapidement, dans ce paragraphe, quelques mots sur l'enregistrement et le timbre des billets de loteries.

Le billet de loterie constitue un acte sous seing-privé; par conséquent comme tout acte sous seing-privé, il doit être soumis à la formalité de l'enregistrement, quand il est produit en justice ou relaté dans un acte public. Le droit d'enregistrement est celui auquel sont soumises les cessions de créances ou d'obligations droit fixé à 1 pour 0/0.

La Cour de cassation a décidé que les billets de loterie sont assujettis au timbre parce qu'ils peuvent servir de titre au porteur du billet pour réclamer la délivrance du lot. Cette décision n'a jamais été appliquée. L'administration des finances ne poursuit pas les loteries qui peuvent être autorisées à se constituer. Par conséquent la controverse qui s'est élevée sur le point de savoir quel était le timbre dont on devait frapper les billets, n'a qu'un intérêt purement théorique.

Réglementairement, on devrait appliquer aux billets le timbre de dimension imposé à tous actes et écritures soit publics, pouvant faire titre ou être produits pour obligations, décharge, justification (loi du 13 brumaire an vii). Mais il faut reconnaître que l'application de cet impôt écraserait complètement les loteries.

D'autres ont pensé qu'il faudrait appliquer le timbre de 10 centimes, sous ce prétexte que le billet de loterie constitue un simple reçu, donné par les organisateurs, du montant du billet. On a objecté que le timbre de 10 centimes ne s'appliquait qu'aux simples reçus, mais que le billet de loterie constatait aussi un contrat intervenu entre les parties. Nous n'insisterons pas davantage sur cette question qui est dénuée de tout intérêt pratique.

CHAPITRE VI.

DROIT COMPARÉ.

Nous allons présenter les traits caractéristiques de la législation en vigueur dans les principaux États, en ce qui concerne les loteries.

I. — Allemagne.

L'Empire d'Allemagne ne pratique pas la loterie d'État, mais elle existe dans plusieurs des États confédérés. Ainsi la Prusse, le Mecklembourg, la ville de Hambourg comptent la loterie au nombre de leurs institutions financières.

La Loterie d'Etat en Prusse a eu pour fondateur Frédéric II. Elle est régie actuellement par une loi de 1810. Le système pratiqué diffère sensiblement de celui qui était en usage en France. Alors que la loterie royale était une, la loterie prussienne se tire par classes. Chaque classe comprend des mises et des lots de quotités différentes, et les mises sont d'autant plus élevées que les lots sont plus forts. Il y a donc une certaine proportionnalité entre les lots et les mises.

Quant aux autres loteries, elles sont prohibées dans tout l'empire, à moins toutefois que les organisateurs n'aient obtenu l'autorisation préalable du gouvernement.

Il n'est pas permis d'importer en Allemagne des loteries étrangères sans autorisation du gouvernement. Une ordonnance du 5 juillet 1847 défendait déjà, sous peine d'amende, de prendre part à une loterie étrangère non autorisée. Une loi de 1885 est venue confirmer cette ordonnance. Non seulement elle punit les vendeurs et les intermédiaires, mais même les simples porteurs de billets. L'annonce des loteries et la publication des numéros gagnants sont interdites par une disposition spéciale de la loi.

Les obligations à lots qui étaient émises très fréquemment vers 1860, furent prohibées par une loi du 8 juin 1871. L'émission en est interdite sur tout le territoire, sauf pour les emprunts de l'empire et pour ceux des états confédérés qui auront été autorisés par une loi spéciale. Ce qu'il y a de curieux, c'est que cette loi de 1871, ne vise que les obligations au porteur. Le législateur allemand a pensé que par la grande facilité de leur circulation, elles pouvaient remplacer les billets des loteries proprement dites.

II. — *Angleterre.*

En vertu d'une loi rendue sous le règne de

Guillaume III toutes les loteries sont déclarées contraires à l'ordre public. Toutefois des loteries peuvent être organisées par des sociétés créées pour l'encouragement des arts ; mais faut-il encore que ces « Art-unions » soient constitués conformément aux règlements prescrits par la loi. La loterie d'Etat a existé en Angleterre, comme moyen ordinaire de finance, pendant un certain temps. Elle a été supprimée définitivement par une loi de 1823.

II. — *Autriche.*

La loterie d'Etat fut établie en Autriche, en 1751, sous le règne de Marie-Thérèse. Elle fut d'abord donnée à ferme, mais depuis 1788 elle est redevenue une administration spéciale de l'état et dépend du ministère des finances. Les décrets qui réglementent actuellement la loterie, stipulent expressément que l'administration pourra dans l'intérêt du joueur, annuler sa mise.

Les loteries particulières sont prohibées ; le gouvernement se réserve toutefois le droit d'accorder des autorisations.

Avant 1860, il suffisait pour faire une émission régulière de valeurs à lots, d'une simple autorisation administrative. La loi de 1891 a interdit toutes les valeurs à lots. L'état seul a maintenant le droit de

créer des titres de cette nature et encore faut-il qu'une loi spéciale accorde l'autorisation.

IV. — *Belgique*

Une loi du 31 décembre 1851, conçue à peu près dans les mêmes termes que la loi du 21 mai 1836, prohibe les loteries de toute espèce. « Les auteurs, « entrepreneurs, administrateurs ou agents des loteries non autorisées seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de « cinquante à trois mille francs (art. 302. C. P.). La prohibition comporte, comme en France, une exception pour les loteries de bienfaisance ou destinées à l'encouragement des arts. Les autorisations sont accordées par des autorités administratives dont le degré varie avec l'importance de la loterie.

Les obligations ne furent prohibées que par une loi de 1873. Cette loi ne permet aux établissements financiers que l'émission d'obligations à primes et encore faut-il observer certaines conditions.

V. — *Espagne.*

La loterie d'État est pratiquée; aussi la loi espagnole interdit-elle les loteries particulières. Le droit civil assimile les opérations des loteries au jeu et au

pari, pour lesquels on ne donne aucune action. Au point de vue général la loterie est assimilée au délit d'escroquerie. Quant aux obligations à lots, aucune disposition législative ne les prohibe, et même leur émission est entièrement libre.

VI. — *Italie.*

L'Italie est de tous les pays, celui où la loterie est le plus profondément entrée dans les mœurs. C'est à un tel point, que, comme on l'a dit, sa suppression serait plus mal accueillie qu'un impôt nouveau. Toutefois à certaines époques, sa suppression fut énergiquement réclamée, mais l'habitude était tellement forte qu'après une suppression temporaire, on fut obligé, en 1863, devant les réclamations générales de la rétablir. Cependant pour donner un semblant de satisfaction à ceux qui continuaient à réclamer sa suppression, une loi du 27 novembre 1863 déclara que la loterie n'existerait plus qu'à titre provisoire ; mais ce provisoire est de ceux qui durent toujours et aujourd'hui la loterie d'État n'a jamais été aussi florissante. Le système en usage est celui de notre ancienne loterie. Elle se joue sur 90 numéros, mais n'admet, au nombre de ses combinaisons ni la quine ni l'ambe déterminé.

Les loteries particulières sont prohibées, l'administration peut cependant autoriser des loteries organi-

sées dans un but de bienfaisance ou d'encouragement aux arts.

Les valeurs à lots sont également interdites, Seuls l'État, les provinces et les communes peuvent solliciter du pouvoir législatif, l'autorisation d'en émettre.

VII. — Luxembourg.

Les loteries sont interdites. Des exceptions sont apportées à cette prohibition en faveur des opérations suivantes :

1^o Des loteries exclusivement destinées à des actes de piété ou de bienfaisance, à l'encouragement des arts ou à tout autre but d'utilité publique.

2^o Des émissions d'obligations remboursables avec lots. Mais dans ces deux cas, il faut une autorisation, qui, selon l'importance de l'opération, est donnée soit par le conseil communal, soit par le gouvernement.

VIII. — Norwège.

Une loi de 1851 interdit non seulement les loteries de toute espèce, mais encore les obligations à lots et les obligations à primes. Cependant une exception est apportée à la rigueur de cette législation en faveur de la banque hypothécaire de Norwège, et des communes qui peuvent émettre des obligations à primes avec la simple autorisation du roi.

IX. — Portugal.

Une seule loterie fonctionne dans ce pays d'une manière permanente. Ses bénéfices sont destinés à l'entretien d'un orphelinat. Toutes les autres loteries sont prohibées. Il en est de même des obligations à lots. L'émission des obligations à primes est seule permise.

X. — Roumanie.

La matière est réglée par une loi du 18 janvier 1883. Cette loi prohibe d'une façon générale toutes les loteries. Le gouvernement a néanmoins la faculté d'accorder des autorisations aux loteries destinées à des œuvres de bienfaisance ou à l'encouragement des arts.

XI. — Russie.

Les loteries ne peuvent être organisées que moyennant une autorisation qui à partir d'un certain chiffre doit être obtenue de l'empereur. Les lois russes posent des règles assez restrictives, règles qui doivent être observées sous peine de nullité de l'opération. C'est ainsi que le total du prix des billets ne doit pas excéder outre mesure la valeur de l'objet mis en loterie.

L'administration de la loterie ne peut retarder au delà de l'époque primitivement annoncée le tirage. Si à ce moment tous les billets n'ont pas été placés, l'organisateur est censé les garder pour lui.

Les valeurs à lots sont assimilées d'une façon complète aux loteries ordinaires et sont soumises aux mêmes règles.

XII. — Suède.

La loterie d'état existait autrefois en Suède, elle a été abolie en 1841. Une loi du 6 août 1881 a interdit les loteries particulières. De même, les obligations à lots sont interdites. L'état seul a le droit d'en émettre. L'émission des obligations à primes est complètement libre.

XIII. — Suisse.

D'après le Code fédéral suisse, aucune action ne peut naître du contrat de loterie. Par conséquent les parties ne peuvent répéter ce qu'elles ont volontairement payé. Il n'en est plus ainsi lorsque la loterie a été autorisée par le Conseil fédéral.

Quant aux loteries ou tirages au sort organisés à l'étranger, la loi ne leur accorde aucune protection à moins qu'ils n'aient obtenu une autorisation.

En ce qui concerne les obligations à lots, leur émis-

sion est en principe interdite, mais une autorisation peut être donnée dans chaque canton par le conseil cantonal.

Au point de vue pénal les contraventions aux règles précédentes ne sont pas punies par le Code pénal, mais simplement par des règlements de police.

Vu et approuvé :
Le Président de la Thèse,
GARÇON

Vu :
Le Doyen,
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I. — Historique.....	1
CHAPITRE II. — Loteries prohibées.....	22
<i>Section I.</i> — Caractères du délit.....	22
<i>Section II.</i> — Conséquences civiles de la prohibition.....	31
<i>Section III.</i> — Conséquences pénales de la prohibition.....	36
CHAPITRE III. — Des loteries permises.....	47
CHAPITRE IV. — Les valeurs à lots.....	52
CHAPITRE V. — Effets civils du contrat de loterie.....	102
<i>Section I.</i> — Droits des porteurs de billets.....	102
<i>Section II.</i> — Droits des organisateurs.	124
CHAPITRE VI. — Droit comparé.....	130

